RÉGIE RÉGIONALE
DE LA SANTÉ ET DES
SERVICES SOCIAUX
MONTÉRÉGIE

Rapport annuel
2001 - 2002

ISBN : 2-89342-241-1
Dépôt légal – 3e trimestre 2002
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

MOT DE LA PRÉSIDENTE

Monsieur le Ministre,

Vous trouverez dans ce rapport annuel 2001-2002, le bilan des activités de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Montérégie. Ce rapport constitue le premier bilan signé par le nouveau conseil d'administration nommé en décembre dernier.

Avec la nouvelle loi sur la gouverne, deux instances ont été créées pour travailler de concert avec le conseil d'administration. Il s'agit de la Commission infirmière régionale et de la Commission multidisciplinaire régionale. Ces instances, qui s'ajoutent à celles déjà en place, amèneront certainement une vision plus juste de la réalité. Leurs points de vue et leurs recommandations seront les bienvenus.

Au cours de son dernier mandat, le conseil d'administration a principalement eu à parachever la planification stratégique amorcée par l'équipe précédente et à mettre en application les changements de la gouverne. Il a également donné son aval au développement de divers projets de réseaux intégrés de services. Ces projets sont, pour le conseil d'administration, synonyme d'accessibilité et de complémentarité puisqu'ils s'inscrivent dans une approche globale de soins et de services dans laquelle l'usager est au centre des décisions.

À l'heure où des changements de taille surviennent, j'aspire à une approche humaine par laquelle les décisions seront orientées vers l'accessibilité de tous les citoyens aux services dont ils ont besoin. J'assure d'ailleurs à la Régie régionale le soutien de son conseil d'administration dans le virage vers l'approche clientèle qu'elle préconise. Je veux parler pour les gens qui ont peu de voix, pour ceux qui sont seuls et peuvent difficilement faire connaître leur opinion. Je crois également en la philosophie du travail d'équipe, qui fait la force d'un réseau et dépasse largement le principe de partenariat. On peut agir ensemble au-delà des ententes écrites.

Notre plus grand défi à venir sera sans doute les contrats de performance qui établiront des objectifs clairs à atteindre pour nos établissements. Conscient de la charge financière imposée aux citoyens qui paient leurs taxes, le conseil d'administration considère que la performance passe, entre autres, par l'accès aux services.

Enfin, parce qu'ils relèvent déjà de nombreux défis, je tiens à remercier, Monsieur le Ministre, la direction et le personnel de la Régie régionale, de même que tous les acteurs du réseau de la santé et des services sociaux de la Montérégie. Je veux aussi souligner l'engagement du conseil d'administration actuel ainsi que celui des membres du conseil d'administration qui a siégé de 1997 à 2001.

La présidente du conseil d'administration

Mance Cléroux

MOT DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

Monsieur le Ministre,

C'est avec plaisir que je vous présente le rapport d'activité pour l'année 2001-2002 qui reflète tout le travail réalisé par l'ensemble du personnel de la Régie régionale.

D'abord, la loi sur la gouverne, annoncée en juin 2001, est venue jeter les bases d'une nouvelle façon de gérer et de responsabiliser la Régie régionale et les établissements en modifiant le fonctionnement et la structure du réseau. Entre autres, nous avons connu l'abolition de la Conférence des régies, la nouvelle composition du conseil d'administration et l'annonce de la nomination d'un président-directeur général. Certes, la relation entre la Régie régionale et ses instances changera. Toutefois, ce nouveau rôle renforce celui déjà existant de la Régie régionale qui devient un axe décisionnel régional pour l'organisation, la consolidation et le développement des services.

Le réseau de la santé et des services sociaux est de plus en plus appelé à adopter une philosophie de performance. Dans cet esprit, nombreux sont ceux qui travaillent au regroupement de quelques-uns de nos établissements. De plus, l'équilibre budgétaire étant toujours un de nos objectifs, nous sommes à redéfinir le parcours financier des centres hospitaliers. Nous travaillons également à l'élaboration d'un programme d'achat de places dans les centres d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD), et ce, pour libérer les lits de courte durée des centres hospitaliers.

En septembre 2000, la Commission Clair mobilisait le Québec à la recherche d'idées et de solutions sur l'organisation des services. Cette année, à la suite des recommandations du rapport Clair, la Régie régionale a fait une réflexion sur la réorganisation des services de première ligne. Des travaux ont été réalisés et devraient mener sous peu à un cadre de référence.

Déjà, la volonté de réorganiser les services de façon plus efficiente donne des résultats. Plusieurs projets de réseaux intégrés de services sont en développement dans divers domaines : santé mentale chez les jeunes, déficience physique, personnes âgées, toxicomanie et oncologie. Ces réseaux permettront un échange d'expertise entre les intervenants et un meilleur suivi des dossiers-client, tout en facilitant l'accès aux services.

La Direction régionale de médecine générale (DRMG) s'occupera particulièrement de faire des recommandations sur la partie du plan régional des effectifs médicaux relativement aux médecins omnipraticiens, de définir et de proposer le plan régional d'organisation des services médicaux généraux. De plus, il s'active à mettre sur pied les groupes de médecine de famille (GMF). Deux de ces entités sont en développement.

D'autres événements ont amené notre réseau et ses partenaires à travailler de concert. Le 11 septembre 2001, comme partout dans le monde, chacun et chacune de nous avons été touchés par les attentats terroristes à New York. Les événements qui ont suivi en région (alertes à l'ANTRAX) ont démontré notre capacité à s'adapter rapidement en situation de crise en mettant en place des moyens pour répondre aux besoins de la communauté.

Un autre événement médiatique de santé publique a fortement attiré l'attention de la population et mobilisé de nombreux employés du réseau, soit une vaste campagne de vaccination contre la méningite, lancée en septembre 2001 à la grandeur du Québec. L'activité fut une réussite. Plus de 309 000 doses ont été administrées aux jeunes Montérégiens âgés de 0 à 21 ans.

L'important problème de moisissures au Centre hospitalier Réseau Santé Richelieu-Yamaska suscite quant à lui un intérêt continu. Au cours des premiers mois de l'année 2001, nous avons pu cerner avec précision l'ampleur de la problématique et suggérer au ministre des pistes de solution valables. La fermeture temporaire de l'hôpital, prévue pour avril 2004, exigera un travail préparatoire extraordinaire afin d'en limiter les conséquences sur les usagers.

Enfin, le programme national AGIR du ministère de la Santé et des Services sociaux a octroyé à la Montérégie un montant de 7 millions de dollars permettant la réalisation de 40 projets d'immobilisation. Aussi, plus de 4 millions de dollars ont été dédiés à l'amélioration de la qualité de vie dans les établissements.

Le bilan des activités de la Régie régionale de la Montérégie est toujours bien rempli. Ce que vous y trouverez, Monsieur le Ministre, est le résultat d'un travail de longue haleine. Je tiens à souligner que tous les acteurs de la Régie régionale et du réseau y ont contribué par leur intérêt, leur énergie et leur dynamisme.

Le président-directeur général,

Luc Boileau

TABLE DES MATIÈRES

MOT DE LA PRÉSIDENTE 3

MOT DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL 5

CHAPITRE 1 - LA RÉGIE RÉGIONALE DE LA MONTÉRÉGIE 11

1.1 DESCRIPTION DE LA MISSION, TERRITOIRE ET POPULATION 11
1.2 STRUCTURE D'ORGANISATION 12
1.3 ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET PRIVÉS 14
1.4 CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE 14
1.5 ORGANISATION RÉGIONALE DES RESSOURCES EN SANTÉ PUBLIQUE 14
1.6 ORGANISMES COMMUNAUTAIRES SUBVENTIONNÉS DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES 15
1.7 LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION JUSQU'AU 19 DÉCEMBRE 2001 16
LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION NOMMÉS LE 20 DÉCEMBRE 2001 16
1.8 COMMISSION MÉDICALE RÉGIONALE DE LA MONTÉRÉGIE (CMR) 17
1.9 COMMISSION INFIRMIÈRE RÉGIONALE (CIR) 19
1.10 COMMISSION MULTIDISCIPLINAIRE RÉGIONALE (CMUR) 20

CHAPITRE 2 - SYNTHÈSE DES ACTIVITÉS DE LA RÉGIE RÉGIONALE, DES ÉTABLISSEMENTS ET DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES 21

2.1 IMMOBILISATIONS ET ÉQUIPEMENTS 21
2.2 DIRECTION DE L'ORGANISATION DES SERVICES À LA CLIENTÈLE (DOSC) 22
2.2.1 Services locaux institutionnels 22
2.2.2 Services locaux communautaires 25
2.2.3 Services spécialisés et de réadaptation 26
2.2.4 Services préhospitaliers d'urgence 29
2.3 DIRECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'ÉVALUATION (DSPPÉ) 30
2.3.1 Secteur planification-développement 30
2.3.2 Secteur évaluation-recherche 31
2.3.3 Secteur programme enfance-jeunesse 31
2.3.4 Secteur programme adultes personnes âgées 34
2.3.5 Secteur programme maladies transmissibles 35
2.3.6 Secteur programme environnement 36
2.3.7 Secteur programme santé et sécurité au travail 37
2.4 DIRECTION DES AFFAIRES MÉDICALES (DAM) 37
2.5 DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES ET INFORMATIQUES (DSTI) 40
2.5.1 Plan de modernisation 40
2.5.2 Génie biomédical (GBM) 41
2.5.3 Secteur de réingénierie 41
2.5.4 Système et technologies de l'information 42

2.5.5 Technocentre régional 42
2.6 Direction des ressources humaines (DRH) 43
2.6.1 Planification de la main-d'œuvre 43
2.6.2 Planification de la main-d'œuvre infirmière 43
2.6.3 Ressources humaines réseau 44
2.6.4 Développement de compétences 44
2.6.5 Formation du personnel (Régie régionale) 46
2.6.6 Développement des cadres 46
2.6.7 Relève des cadres (PMO) 46
2.6.8 Stabilité et sécurité d'emploi 47
2.6.9 Présence au travail 47

CHAPITRE 3 - MODIFICATIONS APPORTÉES AUX RESSOURCES HUMAINES, MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES DE LA RÉGIE RÉGIONALE, DES ÉTABLISSEMENTS DE SA RÉGION ET DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES QU'ELLE SUBVENTIONNE 49

3.1 Établissements et organismes communautaires subventionnés par la Régie régionale 49
3.1.1 Budgets comparatifs - Budget net de fonctionnement 49
3.1.2 Budgets comparatifs - Surplus ou déficits 53
3.2 Mesures prises pour corriger les situations déficitaires et les résultats obtenus 57
3.3 Organismes communautaires subventionnés dans le cadre du programme SOC 61
3.4 Financement des organismes communautaires - critères d'admissibilité 76
3.5 Autorisations d'emprunt temporaire aux établissements publics 77
3.6 Autorisations d'emprunt temporaire au 31 mars 2002 par rapport au total des budgets bruts de fonctionnement des établissements 77

CHAPITRE 4 - ÉTATS FINANCIERS DE LA RÉGIE RÉGIONALE 79

ANNEXE 1 - CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE 91

Lexique des abréviations utilisées dans ce document

BELSAM	Bâtir ensemble la sécurité alimentaire en Montérégie
CDD	Centres de dépistage désignés
CH	Centre hospitalier
CHSGS	Centre hospitalier de soins généraux spécialisés
CHSLD	Centre d'hébergement et de soins de longue durée
CJM	Les Centres jeunesse de la Montérégie
CMR (La)	Commission médicale régionale
CMR (Le)	Centre montérégien de réadaptation
CR	Centre de réadaptation
CRDI	Centre de réadaptation pour les personnes présentant une déficience intellectuelle
CRID	Centres de référence pour investigation désignés
CSST	Commission de la santé et de la sécurité du travail
DAM	Direction des affaires médicales
DIRES	Discussion, information, réflexion, entraide, soutien
DOSC	Direction de l'organisation des services à la clientèle
DRH	Direction des ressources humaines
DRMG	Département régional de médecine générale
DSPH	Directeurs des services professionnels hospitaliers
DSPPÉ	Direction de la santé publique, de la planification et de l'évaluation
DSTI	Direction des services techniques et informatiques
GBM	Génie biomédical
IHAB	Initiative des hôpitaux amis des bébés
IPAC	Initiative de partenariat en action communautaire
IRM	Imagerie par résonance magnétique
MRC	Municipalité régionale de comté
MINISTÈRE	Le ministère de la Santé et des Services sociaux
MPOC	Maladie pulmonaire obstructive chronique
MSSS	Le ministère de la Santé et des Services sociaux
MTQ	Ministère des Transports du Québec
MTS	Maladie transmise sexuellement
PACS	Picture Archiving Communication System
PAIP AGIR	Programme accéléré d'investissements publics AGIR
PAPA	Personnes âgées en perte d'autonomie
PQDCS	Programme québécois de dépistage du cancer du sein
PMO	Planification de la main-d'œuvre
PRIISME	Programmes intégrés d'informations, de suivi médical et d'enseignement
PRINSIP	Programme intégré de services et d'interventions en périnatalité
RRSSSM	Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Montérégie
SIIATH	Système d'information intégré activités transfusionnelles et hémovigilance
SPI	Service de planification immobilière
SYGEM	Système d'information de la gestion des équipements médicaux
TED	Troubles envahissants du développement

CHAPITRE 1 - LA RÉGIE RÉGIONALE DE LA MONTÉRÉGIE

1.1 Description de la mission, territoire et population

La Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Montérégie a pour mission de contribuer au maintien et à l'amélioration de l'état de santé et de bien-être des Montérégiens.

La Régie régionale est donc responsable de planifier, d'organiser, de mettre en œuvre et d'évaluer les services de santé et les services sociaux offerts en Montérégie et d'assurer une bonne gestion des ressources humaines, matérielles et financières.

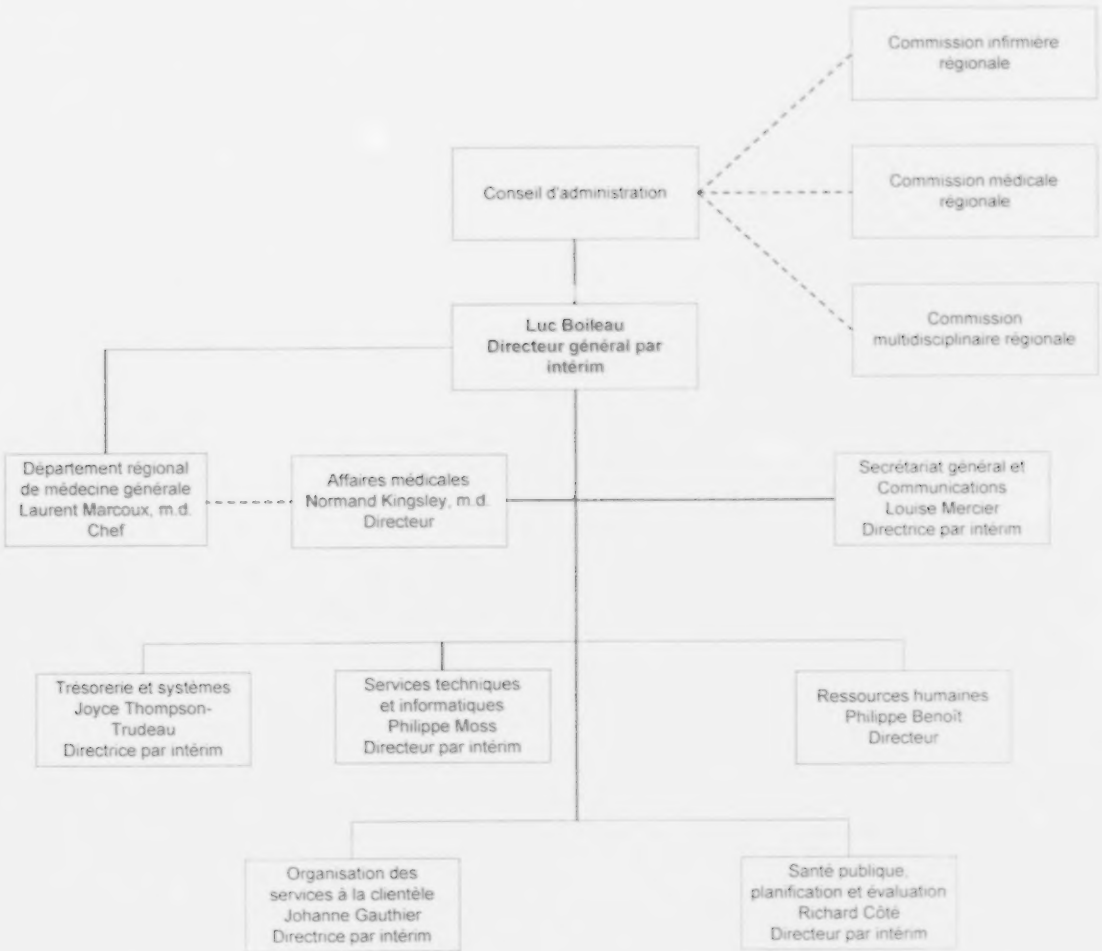
La Montérégie est un territoire de 10 000 km^2 délimité par le fleuve St-Laurent au nord, l'Outaouais à l'ouest, la frontière américaine au sud et la Vallée du Richelieu à l'est. Elle compte 201 municipalités[1], 15 municipalités régionales de comté et 2 réserves autochtones. La population de la Montérégie s'élève à 1,3 million de personnes dont 130 000 sont d'expression anglaise. De plus, 75 500 sont d'origines ethniques diverses.

[1] Total des municipalités avant les fusions de 2002

1.2 Structure d'organisation

Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Montérégie
Cadre organisationnel

Le 31 mars 2002



Effectifs de la Régie régionale (en date du 31 mars 2002)

Hors-cadre :	1
Cadres :	
• Temps complet : (excluant 1 cadre rémunéré par la RAMQ et les personnes en stabilité d'emploi, incluant 8 cadres de la Direction de la santé publique et 2 cadres autofinancés).	26
• Temps partiel : Nombre de personnes : équivalents temps complet (excluant les personnes en stabilité d'emploi).	--
• Nombre de cadres en stabilité d'emploi :	2
Employés réguliers :	
• Temps complet : (excluant les personnes en sécurité d'emploi, incluant 102 employés de la Direction de la santé publique, 18 employés autofinancés et 5 cadres conseils)	242
• Temps partiel : (Nombre de personnes : équivalents temps complet, incluant 2,3 employés de la Direction de la santé publique, excluant les personnes en sécurité d'emploi)	5
• Nombre d'employés en sécurité d'emploi :	1
Occasionnels :	
• Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice : (incluant 80 242,85 heures pour la Direction de la santé publique et 60 194,5 heures autofinancées)	205 182
• Équivalents temps complet : (incluant 44,6 équivalents pour la Direction de la santé publique et 33,4 équivalents autofinancés)	114

1.3 Établissements publics et privés

En Montérégie, le réseau de la santé et des services sociaux compte 69 établissements publics et privés répartis comme suit :

- 15 CLSC
- 4 CLSC/CHSLD
- 10 CH
- 11 CHSLD publics
- 21 CHSLD privés (12 privés conventionnés, 9 privés non conventionnés)
- 5 CR publics et 2 privés
- 1 établissement à vocation jeunesse : Les Centres jeunesse de la Montérégie

1.4 Centre hospitalier universitaire

La région compte un centre d'enseignement universitaire, l'Hôpital Charles LeMoyne, affilié à la Faculté de médecine de l'Université de Sherbrooke.

1.5 Organisation régionale des ressources en santé publique

La Direction de la santé publique, de la planification et de l'évaluation (DSPPÉ) compte près de 220 personnes. On y retrouve des médecins spécialistes en santé communautaire, des médecins omnipraticiens, des dentistes, des professionnels de la santé de différentes disciplines, des agents de recherche, du personnel technique et de secrétariat. Ces ressources se répartissent dans sept secteurs soit :

- planification-développement,
- évaluation-recherche,
- programme enfance-jeunesse,
- programme adultes-personnes âgées,
- programme maladies transmissibles,
- programme environnement,
- programme santé et sécurité au travail.

La DSPPÉ contribue au développement de l'expertise en santé publique par son association à l'Institut national de santé publique du Québec. Ainsi, près de 30 experts de la direction mettent leur expertise à profit tant pour la santé de la population de la Montérégie que pour celle de la province.

L'enseignement universitaire, particulièrement par l'affiliation universitaire de l'Hôpital Charles LeMoyne à la Faculté de médecine de l'Université de Sherbrooke, fait aussi partie de l'organisation de la direction. Cette affiliation se concrétise par la présence à la direction de six résidents en santé communautaire, un étudiant au doctorat, un étudiant à la maîtrise et près de cinquante stagiaires étudiants en 3^{e} année de médecine pour une durée d'un mois. La direction a reçu aussi une dizaine d'étudiants en provenance d'autres universités.

Les médecins, dentistes et pharmaciens œuvrant à la direction sont membres du Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'Hôpital Charles LeMoyne et du Département de santé publique de l'Hôpital Charles LeMoyne.

Pour réaliser l'ensemble de ses programmes, la direction bénéficie d'un budget d'environ 8 900 000 $. De plus, la direction gère des projets de promotion de la santé et de prévention des maladies pour environ 13 500 000 $. Ces projets sont réalisés par divers partenaires dont les 19 CLSC de la région, les 10 CHSGS et de nombreux CHSLD et organismes communautaires.

1.6 Organismes communautaires subventionnés dans le cadre du programme de soutien aux organismes communautaires

La subvention totalisant 20 096 550 $ a été attribuée à 375 organismes communautaires de la façon suivante :

2 832 384 $ à 80 organismes de maintien à domicile;

17 264 166 $ à 336 organismes communautaires de promotion et de services à la communauté.

Note : un organisme communautaire peut être subventionné aux deux titres.

1.7 Liste des membres du conseil d'administration jusqu'au 19 décembre 2001

Municipalités	*Établissements*
Jean-Claude Beaudoin, président	André Bergeron
Roger Dumouchel	Diane Caplette
Monique Messier	Mance Cléroux, secrétaire
Myroslaw Smereka	Claude Deslandes
	Jean Lemonde, vice-président
	Monique Simard
Organismes communautaires	*Établissements d'enseignement*
Ghislaine Cournoyer	Marie-Louise Kerneïs
Marc Dunant	Marielle Poirier
Dominique Groison	
Jean-François Pomerleau	
Groupes socioéconomiques et autres groupes intéressés	*Membres cooptés*
Henri Lamoureux	Miriam Del Pozo
Yolande Richer	Milton Reddick
Gilles J. Sénécal	Poste vacant (démission)
Présidente de la Commission médicale régionale (d'office)	*Directeur général*
Micheline Fleurant	Claude Boily

Liste des membres du conseil d'administration nommés le 20 décembre 2001

MRC, municipalités, organismes socio-économiques et forum de la population	*Milieu de la santé et des services sociaux*	
Mance Cléroux, présidente	Michel Benoit	
Micheline Gosselin	Paule Langelier	
Jean Lemonde	Richard Rioux	
Marion Standish		
Milieu communautaire	*Milieu de l'éducation*	
Philippe Bonneau	Nicole Mongeon	
Milieu syndical	*Commission médicale régionale*	
François Teasdale	Didier Fay	
Commission infirmière régionale	*Commission multidisciplinaire régionale*	
Josée Lafrenière	Sylvie Gladu	
Membres cooptés	*Directeur général*	
Marie-Claire Daigneault	Claude Boily	Jusqu'au 30 juin 2001
Fernand De Guise	Luc Boileau, par intérim	

1.8 Commission médicale régionale de la Montérégie (CMR)

Liste des membres de la CMR au 31 mars 2002 avec droit de vote	
Dr Micheline Fleurant	Présidente, omnipraticienne élue, Longueuil
Dr François Dubuc	Vice-président, spécialiste nommé, Cowansville
Dr Pierre Tétreault	Secrétaire, spécialiste élu, Longueuil
Dr Michelle Barrette	Omnipraticienne élue, Longueuil
Dr Didier Fay	Omnipraticien élu, Granby
Dr Jocelyn Lavigne	Spécialiste élu, Saint-Hyacinthe
Dr Svetlana Ninkovic	Spécialiste élue, Longueuil
Dr Sylvain Dufresne	Omnipraticien nommé, Valleyfield
Dr Caroline Godbout	Omnipraticienne nommée représ. LD, St-Hyacinthe
Dr Pierre Michel	Omnipraticien nommé, Longueuil
Dr Jacques-Philippe Faucher	Représentant du doyen de l'Université de Sherbrooke
Dr Richard Côté	Directeur par intérim de santé pub., RRSSSM
Dr Luc Boileau	Directeur général par intérim, RRSSSM
Observateurs	
Dr Jean-Louis Leclerc	Spécialiste observateur, Sorel
Dr Krystina Pecko	Médecin observateur, représ. DSP, Châteauguay
Membres invités	
Dr Normand Kingsley	RRSSS Montérégie
Dr Viateur Lalonde	RRSSS Montérégie
Dr Christiane Morin-Blanchet	RRSSS Montérégie

Au cours de cette année, la composition de la Commission médicale régionale a été modifiée par :

- la nomination du Dr Svetlana Ninkovic comme spécialiste en remplacement d'un membre médecin spécialiste élu;
- la nomination du Dr Caroline Godbout, omnipraticienne nommée, représentant les milieux de soins de longue durée;
- la nomination du Dr Krystina Pecko, présidente de la Commission des DSPH de la Montérégie, comme membre observateur;
- la nomination du Dr Jean-Louis Leclerc, spécialiste observateur.

La Commission médicale régionale a tenu trois réunions durant l'année 2001-2002, soit les 11 avril 2001, 6 juin 2001 et 17 octobre 2001.

Les principaux dossiers traités ont été les suivants :

- Consultation des membres de la CMR sur la planification des ressources informationnelles pour la Régie régionale, les établissements du réseau de santé de la Montérégie et les cliniques médicales (services diagnostiques, dossiers cliniques).
- Consultation des membres de la commission sur le rapport du comité d'experts sur la réadaptation en Montérégie. Appui des membres de la CMR et recommandations.
- Rapport de la Commission Clair, recommandation au Département régional de médecine régionale (DRMG).
- Plan régional d'effectifs médicaux spécialisés. Discussion sur la proposition du MSSS pour le plan.
- Suivi sur l'application de l'ancien plan d'effectifs médicaux : recommandation d'ajouts d'effectifs spécialisés pour certains hôpitaux.
- Présentation des données sur la performance des laboratoires de biologie médicale en Montérégie.
- Consultation des membres de la CMR sur le développement des «Picture Archiving and Communication Systems» (PACS) dans les hôpitaux de la Montérégie. Recommandation des membres de la CMR.
- Présentation du rapport d'évaluation du projet de capitation dans la MRC du Haut-Saint-Laurent.
- Présentation des changements à la Loi sur les services de santé et les services sociaux. Importance de la gouverne du réseau.
- Présentation des données sur les cancers en Montérégie.
- Information et discussion des membres de la CMR sur l'avenir de la Table provinciale des CMR.
- Suivi sur le comité régional de réadaptation.

1.9 Commission infirmière régionale (CIR)

Liste des membres de la CIR au 31 mars 2002

Comités exécutifs des conseils des infirmières et des infirmiers	
Josée Lafrenière	Présidente, CH Anna-Laberge
Francine Bouchard	Vice-présidente, CH Pierre-Boucher
Céline Leblanc	CLSC des Seigneuries
Patricia Vincter	CH régional du Suroît
Gestionnaires des soins infirmiers	
Gérard Fortin	CHSLD Trèfle d'Or
Louise Roussel	Réseau Santé Richelieu-Yamaska
Comité infirmier auxiliaire	
Angèle Messier	CH de Granby
Éducation	
Jocelyne Barabé	CEGEP Edouard Montpetit
Cooptée – Praticienne en soins infirmiers	
Monique Michaud	CLSC Katéri
Membres observateurs	
Lynda Heppell	CHSLD du Bas-Richelieu
Micheline Ulrich	OIIQ – section régionale
Philippe Benoit	RRSSS de la Montérégie
Marie Rhainds	CLSC Saint-Hubert
Directeur général RRSSS de la Montérégie	
Luc Boileau	

1.10 Commission multidisciplinaire régionale (CMUR)

Liste des membres de la CMUR au 31 mars 2002

Comités exécutifs des conseils multidisciplinaires – domaine social	
Hélène Dumais	Vice-présidente, CLSC Longueuil-Ouest
Raynald Cormier	CH Pierre Boucher
Comités exécutifs des conseils multidisciplinaires – domaine réadaptation et santé	
Nadine Bergeron	Présidente, Hôpital Charles-LeMoyne
Rita Sénécal	Institut Nazareth et Louis-Braille
Comités exécutifs des conseils multidisciplinaires – domaine technique	
Nathalie Bérard	Réseau Santé Richelieu-Yamaska
Huguette Pelletier	Hôpital du Haut-Richelieu
Pierre Morin	CHSLD Horace-Boivin
Gestionnaires	
Josée Labelle	Réseau Santé Richelieu-Yamaska
Sylvie Gladu	Centre Butters-Savoy & Horizon
Éducation	
Ronald Durand	CEGEP de Valleyfield
Membres observateurs	
Sonia Gilbert	Centres jeunesse de la Montérégie
Caroline Blais	Centre montérégien de réadaptation
Chantal Arsenault	CLSC Jardin du Québec
Odette Ménard	Hôtel-Dieu de Sorel
Directeur général RRSSS de la Montérégie	
Luc Boileau	

CHAPITRE 2 - SYNTHÈSE DES ACTIVITÉS DE LA RÉGIE RÉGIONALE, DES ÉTABLISSEMENTS ET DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES

2.1 Immobilisations et équipements

En ce qui concerne les immobilisations et les bâtiments, les fonds en maintien d'actifs ont été de 3 286 571 $ en 2001-2002. Ils ont permis de subventionner 43 projets de construction et de rénovation dans les établissements publics de la Montérégie, principalement pour améliorer la sécurité des bâtiments et corriger leur vétusté. Rappelons que les projets sont autorisés à la suite d'un exercice régional de priorisation.

Pour ce qui est des équipements, les fonds en maintien d'actifs ont été de 6 356 716 $ en 2001-2002. Un montant de 3 628 419 $ dans les centres hospitaliers de courte durée a permis de subventionner, entre autres, l'acquisition des équipements médicaux. Un montant de 2 674 276 $ a été versé pour les CLSC, les CHSLD, les centres de réadaptation et les centres jeunesse.

Cette année a aussi été marquée par l'annonce du programme national PAIP AGIR dont 40 projets en immobilisations autorisés en Montérégie pour un montant total de 7 843 099 $.

Le 18 février 2002, le Ministère a aussi annoncé un investissement de 4 601 894 $ pour l'achat d'équipements afin d'améliorer la qualité de vie dans les établissements. Cette annonce venait s'ajouter à une autre concernant des équipements de laboratoires pour 1 102 772 $.

En mars 2002, le Ministère a autorisé un investissement de 1 500 000 $ afin de soutenir le développement en téléradiologie.

À cette même période, le Ministère a annoncé un investissement de 3 631 181 $ pour financer la création d'un système d'information des opérations quotidiennes apte à supporter les intervenants oeuvrant dans les Centres jeunesse de la Montérégie.

La Régie régionale a poursuivi sa gestion des fonds en location d'espaces pour les établissements publics louant des édifices privés. Cette enveloppe fermée de 12 500 274 $ permet d'optimiser les coûts des loyers et de dégager des marges de manœuvre. L'utilisation maximale des locaux publics est favorisée avant d'autoriser une location dans un local privé.

Enfin, le Service de planification immobilière (SPI), avec son équipe d'experts en gestion de la construction dans le secteur de la santé, a poursuivi ses offres auprès des établissements pour la réalisation de projets. En 2001-2002, les revenus du SPI se sont chiffrés à 549 790,54 $ et ont permis de réaliser une dizaine de projets. Des efforts ont été mis sur la réalisation de plans directeurs immobiliers.

2.2 Direction de l'organisation des services à la clientèle (DOSC)

2.2.1 Services locaux institutionnels

Services courants de santé physique en CLSC

Les travaux amorcés conjointement avec les dix-neuf CLSC de la Montérégie en 2000-2001, afin de tracer un portrait exhaustif des services courants de santé physique en CLSC, ont été complétés. Ils ont mis en lumière des disparités dans l'offre de service ainsi que dans la nature des contraintes organisationnelles et financières liées à leur dispensation. Certaines pistes ont été suggérées afin de concrétiser dans les prochaines années une vision partagée du développement des services de santé courants en CLSC axée sur le renforcement des services de première ligne. Ce renforcement verrait notamment :

- à l'accessibilité accrue des services;
- à l'harmonisation de l'offre de service en soins infirmiers;
- à l'amélioration de la collaboration et de la complémentarité avec les centres hospitaliers et les cabinets privés de médecins;
- à la reconnaissance des CLSC offrant des services médicaux sans rendez-vous;
- à la poursuite du monitoring de ces services;
- à la création d'un comité régional et finalement;
- au financement nécessaire pour les services de santé courants afin de tenir compte de l'évolution de la demande de services.

Info-Santé CLSC

Le service Info-Santé CLSC a reçu en 2001-2002 un nombre record de 493 000 appels. La majorité de ces appels a été reçue à la centrale régionale (307 000 appels) et le reste à travers les dix-neuf CLSC. Sur les 307 000 appels reçus à la centrale, 240 750 ont été répondus. Les appels non répondus totalisent un bilan de perte d'appels de 21,6 %, ce qui représente une donnée supérieure à celle de l'année précédente (17,8 %). Cinquante-cinq pour cent des appels répondus l'ont été en moins de deux minutes ce qui est en deçà de l'objectif ministériel de 70 %.

La première phase du modèle régional d'organisation des services psychosociaux intégrés à Info-Santé CLSC a été mise en œuvre grâce à l'embauche d'un coordonnateur à la Centrale Info-Santé CLSC chargé de piloter le dossier. Elle consiste à uniformiser des plages horaires minimales d'accessibilité aux services sociaux dans les dix-neuf CLSC et à développer les outils nécessaires afin d'harmoniser la réponse psychosociale téléphonique, notamment par l'utilisation de protocoles de réponse identiques à ceux utilisés par le volet santé du service Info-Santé CLSC.

Services de base en CLSC pour les familles, les enfants et les jeunes

La couverture du programme de services intensifs et de crise CAFE (Crise-Ado-Famille-Enfance) jusqu'à maintenant offert aux jeunes âgés de 12 à 17 ans, a été étendue aux 5-11 ans. Une somme de 595 000 $, prise à même l'enveloppe de 1,6 M$ octroyée par le Ministère pour la clientèle des jeunes et leur famille, a été allouée. Ce service à domicile, dispensé sur tout le territoire de la Montérégie, s'adresse aux jeunes en situation de détresse et de crise ainsi qu'à leurs parents, 365 jours par année de 15 heures à 22 heures.

Mesures de désengorgement des urgences (Volet CLSC)

Les deux projets de désengorgement des urgences mis de l'avant en 2000-2001, l'un dans les CLSC du territoire de Longueuil (St-Hubert, Longueuil-Est, Longueuil-Ouest, Samuel-de-Champlain et des Seigneuries) et l'autre, sur le territoire du CLSC de Châteauguay, ont permis à quelque 600 personnes âgées d'être prises en charge plus rapidement par les CLSC, soit à domicile, soit dans des résidences privées. La majorité d'entre elles présentait des besoins reliés à des périodes de convalescence qui pouvaient être faites en dehors du milieu hospitalier alors qu'un certain nombre nécessitait de l'hébergement et des soins de longue durée.

Banque des systèmes d'information des CLSC (toutes clientèles)

Avec le déploiement de la solution informatique Intégration CLSC et l'application du Cadre normatif CLSC dans ce réseau, une première banque de données statistiques centralisées a été complétée. Ceci permettra de disposer d'une meilleure connaissance des clientèles et des différents services offerts. Une importante phase de validation a été amorcée pour s'assurer de la cohérence et de la qualité de l'information. Un service conseil et de support aux CLSC a été mis en place. Des formations régionales ainsi que du support particulier aux établissements ont été offerts. Une tournée des différents CLSC et des liens avec les instances régionales et provinciales concernées par la cueillette et la normalisation des données clientèles ont débuté. Un comité régional composé de représentants de CLSC a également été mis sur pied en collaboration avec le Regroupement des CLSC en Montérégie. Son mandat consiste à normaliser la codification statistique des banques de données.

Orientations ministérielles sur les services offerts aux personnes âgées en perte d'autonomie

À la suite de la publication en février 2001 des orientations ministérielles sur les services offerts aux personnes âgées en perte d'autonomie, un document de travail a été rédigé sur l'inventaire des services offerts et la mesure des écarts au regard de l'implantation de ces orientations.

Programme de soutien à domicile en CLSC

Dans le cadre du processus d'harmonisation des pratiques en soutien à domicile en CLSC, l'utilisation de la grille de priorité pour l'allocation des services a été mise en application et un outil de gestion des listes d'attente a été développé. De plus, des travaux ont également été amorcés au regard des plans d'intervention, des services d'aide et d'assistance, de

l'application du cadre normatif et de l'évaluation de la qualité des évaluations multiclientèles. Les résultats des travaux de recherche sur le développement d'une méthode de mesure du taux de réponse aux besoins de la clientèle à domicile ont été concluants dans les CLSC pilotes. L'ensemble des CLSC se sont engagés dans ce projet novateur dirigé par l'Institut de gériatrie de Sherbrooke.

Réingénierie des mécanismes d'accès à l'hébergement pour les personnes âgées en perte d'autonomie

L'augmentation constante de la population âgée nécessite une plus grande diversité des services offerts afin de répondre aux besoins des personnes en perte d'autonomie. L'accès à ces services a été facilité par la mise en place des comités sous-régionaux d'accès aux services (CSAS). Ce partenariat permet d'optimiser les ressources de la communauté dans le but de trouver des solutions alternatives aux besoins des usagers et de prévenir ainsi les décompensations évitables et l'épuisement des aidants. Une réflexion sur les mécanismes d'accès a été amorcée, avec la contribution des différentes instances territoriales, dans le but de revoir les rôles et les responsabilités des partenaires concernés.

Ressources de type familial

En concertation avec les établissements responsables des ressources de type familial (RTF), un guide de pratique professionnelle de l'intervenant a été complété. Utilisé par les établissements lors de la sélection de leurs RTF, ce guide vise à favoriser une meilleure qualité de ce type de ressources par l'application des normes et standards de sélection uniformes sur tout le territoire de la Montérégie.

Ressources intermédiaires

L'implantation du cadre de référence régional sur les ressources intermédiaires en Montérégie, adopté par le conseil d'administration en cours d'année, a été amorcée. Ce cadre est le fruit d'un travail de concertation avec les représentants des établissements désignés et des ressources intermédiaires. Il est largement inspiré des préoccupations gouvernementales en cette matière et rejoint trois objectifs : tenir compte des attentes de la clientèle et des partenaires, assurer une meilleure qualité des services offerts aux usagers, préciser les rôles et responsabilités de chacun des partenaires, ainsi que le mode de rétribution des ressources intermédiaires.

Réseaux intégrés de services destinés aux personnes âgées

La Régie régionale a mandaté et supporté les partenaires impliqués (CLSC, CHSLD, CH) pour développer des projets de réseaux intégrés de services destinés aux personnes âgées. Une partie des projets consiste à intégrer les différents suivis systématiques développés depuis quelques années pour des problématiques telles que les maladies pulmonaires obstructives chroniques (MPOC), l'insuffisance cardiaque et l'asthme. Les autres projets visent à cibler les interventions auprès des clientèles vulnérables des territoires de Châteauguay et de Richelieu-Yamaska.

Milieux de vie en CHSLD pour les personnes âgées en perte d'autonomie

La mise en œuvre du cadre de référence « Un CHSLD : des milieux de vie », adopté en 2000-2001, a été amorcée. Un plan d'action régional a été établi et des outils ont été développés pour supporter les établissements. Une grille d'inventaire de la clientèle et un guide de plan d'action local ont été élaborés et distribués aux établissements publics et privés conventionnés afin que ces derniers élaborent leur plan d'action local.

Organisation des services de sages-femmes

À la suite de l'adoption, en juin 1999, de la Loi sur les sages-femmes, des travaux ont été amorcés en vue d'organiser des services de sages-femmes sur le territoire de la Montérégie. Un comité d'experts a été formé pour élaborer un projet d'organisation de services en cette matière.

2.2.2 Services locaux communautaires

Programme de soutien aux organismes communautaires : respect du cadre de gestion ministériel

La Régie régionale s'est assurée que les organismes subventionnés dans le cadre du Programme de soutien aux organismes communautaires (SOC) respectent les critères d'analyse qui sont prévus dans le cadre de gestion ministériel et le cadre de référence de la Régie régionale pour l'allocation des subventions destinées aux organismes communautaires de la Montérégie. La conformité des activités de l'organisme avec les objets de la charte, la contribution de la communauté, le dynamisme et l'engagement de l'organisme dans son milieu, la concertation, le fonctionnement démocratique sont quelques-uns des aspects tenus en compte lors de l'analyse des demandes de subvention.

Relation de la Régie régionale avec les organismes communautaires

La Régie régionale a initié une démarche visant à réviser ses mécanismes de fonctionnement avec les organismes communautaires, et ce, en collaboration avec les représentants désignés de ce milieu. Dans un premier temps, la réflexion a porté sur l'allégement des processus internes touchant l'allocation des ressources financières et le suivi financier.

Économie sociale en aide domestique

La Régie régionale a participé aux travaux multisectoriels regroupant le ministère des Régions, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et les représentants d'entreprises d'économie sociale afin de consolider les entreprises d'économie sociale en aide domestique. Elle a consenti une aide financière totalisant la somme de 94 657 $ à cinq entreprises dans le cadre du programme Chèque-Emploi-Service et qui éprouvaient un manque à gagner à ce chapitre.

Violence conjugale et agression sexuelle

Dans la foulée de la marche mondiale des femmes et dans le cadre du Programme de soutien aux organismes communautaires, le financement des maisons d'aide et d'hébergement pour femmes et enfants victimes de violence conjugale a été rehaussé de 35 000 $. Dans la même optique et dans le cadre des mesures prévues au plan d'action des orientations gouvernementales en matière d'agression sexuelle, une allocation supplémentaire de 40 000 $ a été octroyée aux centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS). Pour leur part, les deux groupes Espace (organismes de prévention en matière d'agression sexuelle auprès des jeunes) de la Montérégie ont reçu chacun un montant additionnel de l'ordre de 18 000 $ (territoires de Châteauguay et du Suroît).

Services à la communauté d'expression anglaise

La Régie régionale a poursuivi ses démarches avec les représentants de la communauté d'expression anglaise dans le but de suivre l'évolution de leurs besoins. Un soutien constant a été donné aux établissements de santé et de services sociaux afin qu'ils puissent répondre aux besoins dans ce domaine.

Certification des ressources d'hébergement privées et communautaires en toxicomanie

La Régie a participé aux travaux ministériels en vue du déploiement d'une politique de certification des ressources privées et communautaires en toxicomanie. Celle-ci vise à établir des critères minimaux de base afin d'améliorer la qualité des services offerts dans ce domaine.

2.2.3 Services spécialisés et de réadaptation

Déficience intellectuelle

Une allocation non récurrente de 1 991 763 $ a été attribuée à la programmation en déficience intellectuelle. Celle-ci a permis aux CRDI de mettre en place des mesures particulières pour répondre aux besoins des personnes et de leurs proches en situation de crise, d'augmenter les heures d'intervention particulièrement pour les enfants de moins de cinq ans, d'accroître le soutien à l'intégration socioprofessionnelle et de soutenir les activités de participation sociale et les services de répit des organismes communautaires.

Une allocation non récurrente de 635 260 $ a été allouée pour supporter les services destinés aux personnes présentant des troubles envahissants du développement. La répartition de cette somme a servi à rehausser les services de stimulation précoce auprès des enfants, à soutenir des projets d'intervention dans les centres de la petite enfance en plus de rehausser les mesures de soutien à la famille dans certains organismes communautaires et enfin, à mettre en place un projet pilote de clinique d'évaluation interdisciplinaire pour les enfants présentant des troubles complexes du développement.

Réseau intégré de services en déficience physique

En avril 2001, le conseil d'administration de la Régie régionale recevait le rapport du Comité d'experts « Recommandations en vue d'un réseau intégré de services de réadaptation en déficience physique en Montérégie ». Par la même occasion, il a identifié un responsable de dossier et mis sur pied le comité régional en déficience physique. Ce dernier avait pour mandat de compléter les informations pour la mise en œuvre du modèle d'organisation de services de réadaptation en déficience physique et d'établir le plan d'action pour l'implantation du réseau intégré de services de réadaptation en déficience physique.

Déficience physique

Des crédits ministériels non récurrents au montant de 1 596 527 $ ont été octroyés pour améliorer les services destinés aux personnes handicapées. L'attribution de ce montant a servi à :

- réduire les listes d'attente pour les services de base et spécialisés de réadaptation;
- rehausser les services de soutien dans la communauté (notamment pour des services résidentiels);
- réduire les listes d'attente pour des évaluations en adaptation domiciliaire;
- supporter des projets destinés aux personnes présentant un trouble envahissant du développement (TED);
- répondre à des demandes d'aide technique et de fournitures demeurées en suspens;
- financer des services d'ergothérapie et de physiothérapie ainsi que des équipements dans une école spécialisée de la Montérégie;
- consolider la structure administrative autonome du Centre montérégien de réadaptation;
- rehausser le financement du programme de transport-hébergement.

Déficience physique – neurotraumatologie

En février 2002, le Centre montérégien de réadaptation a été désigné, pour une durée de trois ans, par le ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux, pour offrir des services spécialisés de réadaptation à l'externe aux enfants et adolescents de la Montérégie victimes d'un traumatisme cranio-cérébral modéré ou sévère.

Réseau intégré de services en santé mentale - Clientèle jeunes

L'an 1 de la phase de démarrage du projet d'implantation d'un réseau intégré de services pour les jeunes aux prises avec un problème de santé mentale s'est actualisé par le déploiement du premier maillon de l'équipe santé mentale en CLSC. La somme de 700 000 $ récurrente a servi à embaucher un psychologue dans quatorze des dix-neuf CLSC et à offrir une formation théorique et pratique de six mois avec les équipes de pédopsychiatrie des sept centres hospitaliers concernés (l'Hôpital Charles LeMoyne, l'Hôtel-Dieu de Sorel, l'Hôpital du Haut-Richelieu, le Centre hospitalier régional du Suroît, le Réseau Santé Richelieu-Yamaska, le Centre hospitalier de Granby, le Centre hospitalier Anna-Laberge). Chaque

territoire a effectué le suivi de l'implantation avec un comité formé des partenaires du réseau. Un comité régional a été formé pour assurer le monitoring de l'implantation et de l'évaluation des résultats.

Santé mentale – Clientèle adulte aux prises avec des troubles mentaux graves

Dans le cadre de l'actualisation des orientations prioritaires du plan de transformation des services en santé mentale, les travaux se sont poursuivis dans quatre territoires (Longueuil, Brome-Missisquoi/Haute-Yamaska, Sorel, Richelieu-Yamaska) pour mettre en réseau des services destinés aux adultes aux prises avec des troubles mentaux graves. Le territoire de Longueuil s'est vu octroyer un montant non récurrent de 650 000 $ pour la mise en place d'un projet de démonstration d'un réseau de services sur le territoire du CLSC de Longueuil-Ouest.

Toxicomanie

Afin d'améliorer les services destinés aux personnes toxicomanes, un montant de 50 000 $ a été alloué pour réduire les listes d'attente et améliorer l'accessibilité des services sur le territoire de Longueuil. La démarche de mise sur pied d'un réseau intégré en toxicomanie s'est poursuivie en 2001-2002.

Programme d'initiative de partenariat en action communautaire (IPAC) sur l'itinérance en Montérégie

Dans le cadre de l'entente fédérale-provinciale d'une durée de trois ans annoncée en février 2001 visant à contrer l'itinérance, la Régie régionale a été mandatée pour solliciter des projets d'initiative de partenariat en action communautaire (IPAC). Au terme de cet exercice, 34 des 59 projets déposés par 51 promoteurs différents ont été recommandés en tout ou en partie et ont été retenus pour un montant totalisant 5 900 000 $.

Jeu excessif

Dans le cadre de la consolidation de la deuxième phase d'implantation du programme expérimental pour prévenir, réduire et traiter le jeu excessif, des crédits ministériels de 307 614 $ annualisés à 922 844 $ ont été octroyés pour l'exercice financier 2001-2002. Ces investissements visent à consolider et améliorer les services destinés aux personnes aux prises avec un problème de jeu excessif. Les travaux ont été amorcés pour élaborer un plan d'action régional.

Agression sexuelle

L'an 1 des orientations gouvernementales en matière d'agression sexuelle a été marqué par l'approbation du cadre de référence sur l'organisation des services d'urgence pour les victimes d'agression sexuelle. Cette organisation des services vient assurer aux victimes d'agression sexuelle une intervention spécialisée par des intervenants dûment formés dans les six centres hospitaliers désignés répartis sur tout le territoire, à savoir : le Réseau Santé Richelieu-Yamaska, le Centre hospitalier Pierre-Boucher, l'Hôpital Charles LeMoyne, le Centre hospitalier de Granby, l'Hôpital du Haut-Richelieu et le Centre hospitalier régional

du Suroît. Afin de les appuyer dans l'accomplissement de leur mandat, un montant total non récurrent de 195 618 $ leur a été attribué.

Jeunes en difficulté et leur famille

La Régie régionale a accompagné les Centres jeunesse de la Montérégie dans la mise en œuvre de son plan de relance organisationnelle 2002-2003 « Pour retrouver l'équilibre ». Celui-ci vise quatre objectifs : diversifier et améliorer l'offre de service dans le cadre des programmes, améliorer le climat organisationnel et les conditions de travail, ajuster la gestion et évaluer les réalisations. Un cadre de référence sur les plans de services individualisés en jeunesse a été élaboré par un groupe de travail régional. Ce cadre est en voie d'implantation et d'expérimentation dans cinq territoires de CLSC, soit ceux des CLSC Samuel-de-Champlain, de la Haute-Yamaska, Longueuil-Ouest, des Patriotes et Champagnat de la Vallée des Forts. La mise en application de l'entente multisectorielle relative aux enfants victimes d'abus sexuels, de mauvais traitements physiques et d'une absence de soins menaçant leur santé physique, s'est effectuée le 1er janvier 2002. Elle doit permettre une meilleure protection des enfants grâce à une action intersectorielle concertée avec les différents partenaires impliqués.

Communautés ethnoculturelles

Au cours de l'année, un prototype de communication visuelle adapté aux personnes allophones en perte d'autonomie, hébergées dans les CHSLD ou en maintien à domicile, a été testé auprès de différents partenaires. De plus, le comité conseil sur l'adéquation et l'accessibilité aux services de santé et aux services sociaux pour les communautés culturelles a mis en chantier une étude visant à identifier les difficultés auxquelles elles sont confrontées.

2.2.4 Services préhospitaliers d'urgence

La Régie régionale a été mandatée par le Ministère pour piloter le comité de mise à niveau du centre de communication régional Alerte-Santé. Ce comité, composé de représentants du Ministère, de la Régie et du groupe Alerte-Santé, a débuté ses travaux. Son mandat consiste à consolider et à développer le centre conformément aux orientations ministérielles. Des travaux ont été enclenchés pour distribuer les crédits ministériels totalisant 1 319 000 $ non récurrents, destinés à remplacer 85 moniteurs défibrillateurs désuets dans les véhicules ambulanciers. Trois nouveaux services de premiers répondants ont été accrédités dans les municipalités de Farnham, Varennes et St-Mathieu de Laprairie/St-Philippe de Laprairie. Une formation a été dispensée au personnel ambulancier pour maîtriser les changements apportés en 2000-2001 aux protocoles d'intervention clinique des techniciens ambulanciers. Enfin, la Montérégie a été désignée, avec sept autres régions, pour participer à un projet de recherche mené conjointement par le Ministère et le Collège des médecins du Québec en vue de permettre aux techniciens ambulanciers d'administrer cinq nouveaux médicaments : le salbutamol, la nitroglycérine, le glucagon, le ventolin et l'épinéphrine.

Mesures d'urgence

Il y a eu 86 situations d'urgence ou sinistres qui ont été déclarés à la Régie régionale durant l'année. Ce nombre n'inclut pas les nombreuses alertes reçues à la suite des événements du 11 septembre 2001. Il s'agit d'une augmentation de 34 % par rapport à l'année précédente. Les actes terroristes survenus aux États-Unis le 11 septembre 2001 et dans les jours qui ont suivi (alerte aux colis suspects) ont mobilisé significativement l'équipe de la Régie régionale. Ces événements et d'autres, de nature potentielle du même ordre, ont nécessité des activités de soutien, d'information et de formation auprès des différents partenaires concernés du réseau de la santé et des services sociaux et de la sécurité publique. Plus particulièrement, en ce qui concerne l'attentat du 11 septembre 2001, la Régie régionale a mis en place une cellule de crise et a offert des formations aux corps policiers et pompiers de la Montérégie, conjointement avec le secteur environnement et le secteur des services préhospitaliers et des mesures d'urgence.

2.3 Direction de la santé publique, de la planification et de l'évaluation (DSPPÉ)

2.3.1 Secteur planification-développement

Harmonisation des services de première ligne

- Dans la lignée des recommandations du Rapport Clair et de plusieurs rapports ministériels, la Régie a engagé une réflexion majeure sur la réorganisation des services de première ligne dans sa région. Face aux problèmes observés d'accessibilité, de coordination et de continuité des services, la question de l'organisation des services de base à l'échelle locale s'avère incontournable.
- Des travaux de documentation et des consultations ont été menés afin de dégager les enjeux liés à la réorganisation des services de 1re ligne et d'identifier les conditions de réussite d'un modèle de services décentralisés et intégrés en fonction d'une approche populationnelle.

Plan régional de lutte contre le cancer

- En lien avec le programme national de lutte contre le cancer, la Régie régionale et ses partenaires se sont engagés dans la mise en œuvre d'un réseau intégré de services s'adressant aux personnes atteintes de cancer et leurs proches.
- Le profil épidémiologique des cancers observés chez la population montérégienne a été documenté. Un relevé des activités et des services en oncologie déployés dans la région ainsi que de leur mode d'organisation a été réalisé. Une analyse critique de l'ensemble de ces informations a permis de dégager des zones d'amélioration et d'identifier les expériences prometteuses.

Études préliminaires concernant l'acceptabilité pour la population et les professionnels d'un programme de dépistage du cancer colorectal en Montérégie

- Deux études préliminaires sur le dépistage du cancer colorectal ont été menées région en collaboration avec le Centre de recherche de l'Hôpital Charles LeMoyne. Par des méthodes qualitatives, elles tentent de cerner les obstacles et les facteurs qui favoriseraient l'implantation d'un programme de dépistage, vus sous l'angle des professionnels de la santé d'une part et de la population, d'autre part. Des groupes de discussion et des entrevues individuelles ont été réalisés auprès de médecins et de patients concernés par le dépistage. L'analyse des résultats est en cours.

Registre national des tumeurs : étude de faisabilité

- Une étude de faisabilité quant à l'implantation d'un registre régional des tumeurs a été initiée en Montérégie en collaboration avec le Réseau cancer Montérégie. Des instruments de collecte d'information ont été développés pour soutenir une enquête auprès des départements de pathologie et d'hématologie des centres hospitaliers de la région. Les données recueillies portent principalement sur l'informatisation et le contenu des rapports.

2.3.2 Secteur évaluation-recherche

- Dans la foulée de l'implication de la Régie régionale dans les travaux du portrait de santé de l'Institut national de santé publique du Québec, un rapport régional de l'Enquête de santé 1998 a été produit.
- Les réalisations importantes de l'année sont le rapport biennal du Programme québécois de dépistage du cancer du sein, l'évaluation de l'implantation d'une politique relative aux maladies transmissibles par le sang dans les services de garde à l'enfance, l'évaluation de l'implantation de la clinique jeunesse de Saint-Jean-sur-Richelieu et la publication des résultats de la première année (2000-2001) du suivi de gestion quant à la clientèle du Programme intégré de services et d'intervention en périnatalité (PRINSIP).
- La Régie régionale a, de plus, diffusé le rapport de l'enquête portant sur les expériences de vie des élèves de niveau secondaire.

2.3.3 Secteur programme enfance-jeunesse

Clientèle enfance

- Une édition complète du programme régional « Stimulation précoce 0-2 ans pour les parents et leur enfant » a été réalisée et diffusée dans tous les CLSC et organismes communautaires promoteurs du programme.
- Participation à la mise à jour du programme « Naître égaux - Grandir en santé » (NEGS) après consultation auprès des partenaires PRINSIP.

- Participation à la mise à jour du livre « Mieux vivre avec son enfant ».
- En ce qui concerne la recherche et l'évaluation, la Régie régionale a produit et diffusé, dans le cadre du programme PRINSIP, un rapport de monitoring évaluatif du suivi individuel des familles comprenant un portrait pour chacun des CLSC ainsi qu'un bilan montérégien couvrant l'année 2000-2001. Elle a aussi diffusé un portrait sur l'implantation du projet «Initiative des hôpitaux amis des bébés » (IHAB) pour chacun des hôpitaux et amorcé la rédaction d'un rapport montérégien.
- Réalisation d'une étude sur les habitudes d'apaisement des mères provoquant la carie chez les enfants de 15 à 18 mois. Un questionnaire a été élaboré pour la collecte de données auprès d'un échantillon de 1 924 mères en Montérégie.
- Planification d'une formation de deux jours pour tous les partenaires du programme PRINSIP (équipes de CLSC et membres de tables) visant la sensibilisation à la violence conjugale et à l'intervention auprès des enfants exposés.
- Soutien, par la formation, aux diverses actions réalisées dans le cadre des programmes régionaux d'allaitement, de stimulation précoce 0-2 ans et de prévention des traumatismes.
- Actualisation par six CLSC, au printemps 2002, de la première phase d'implantation du programme « Soutien éducatif auprès des enfants de 2-4 ans vivant en milieu très vulnérable ». Ce programme sera offert dans tous les CLSC de la Montérégie. Un plan de formation régional est offert aux intervenantes par la DSPPÉ.
- Développement de liens de collaboration avec le Conseil régional de développement de la Montérégie et le bureau régional du ministère de la Famille et de l'Enfance permettant d'identifier des zones de collaboration.

Clientèle jeunesse

- Plus de 350 programmes et projets ont été présentés par les tables intersectorielles dans le cadre de la mise à jour des dix-neuf plans d'action locaux liés au programme « À toute Jeunesse ». Plusieurs interventions sont réalisées pour soutenir la mise en œuvre de ces projets.
- Production d'outils d'éducation en nutrition pour le projet « ouverture midi », d'une trousse pédagogique et d'un guide d'intervention pour l'implantation du programme « Juste entre nous » visant l'utilisation du préservatif chez les jeunes des milieux communautaires et des centres jeunesse ainsi que d'une fiche didactique sur la sécurité des aires de jeu destinée aux différents médias.
- Élaboration de plusieurs activités pédagogiques en matière d'éducation à la sexualité destinées aux enseignants et infirmières du préscolaire et du primaire et d'activités supplémentaires pour le programme « La Gang allumée ».
- Mise à jour du matériel pédagogique du programme « Express Protection » et mise à jour avec l'arrimage des programmes « Méchant problème/PRIISME ».

- Production d'une offre de service sur les ressources disponibles pour faire d'une école, une école active et organisation du concours « École active » pour promouvoir l'aménagement des cours d'écoles.
- Collaboration au développement d'un outil de suivi de projet pour le travail de milieu sur le territoire Mohawk de Kahnawake.
- Soutien à l'accessibilité aux services du milieu anglophone par la traduction d'outils de promotion.
- Inventaire de l'ensemble des activités préventives effectuées par les hygiénistes dentaires dans le cadre de l'adaptation du « Programme public de services dentaires » et inventaire des équipements spécialisés en santé dentaire dans les dix-neuf CLSC.
- Enquête sur l'accessibilité aux condoms dans les écoles secondaires.
- Évaluation de l'implantation du projet pilote de prévention des toxicomanies « DIRES » et organisation du concours « Entre nous ça clique » pour encourager la réalisation d'activités dans le cadre de la semaine de la prévention des toxicomanies.
- Une vingtaine de sessions de formation ont été organisées dans le but d'outiller les intervenants dans la réalisation de programmes ou projets. L'ensemble des sessions de formation totalisent plus de 900 inscriptions, soit 145 heures de formation.
- Présentation des résultats d'enquête ou des évaluations des programmes suivants : « Accessibilité à l'alcool des jeunes de moins de 18 ans », « Expériences de vie des élèves de niveau secondaire de la Montérégie et pistes d'action », Évaluation des programmes « Express Protection », « Sédentarité et les jeunes », « Acti midi », « Proposition du directeur de santé publique pour contrer le désengagement du milieu scolaire face à la pratique de l'activité physique ».
- Promotion d'événements : Théâtre forum visant la prévention du suicide, « Politique municipale sur l'alcool » et activités visant à sensibiliser les parents à la pratique de l'activité physique.
- Diffusion de deux numéros du bulletin « À toute Jeunesse » soit : « L'influence des amis » et « Le développement sexuel et la prévention ».
- Participation à l'organisation d'une importante consultation sur le renouvellement des ententes de collaboration entre le milieu scolaire et le réseau de la santé et des services sociaux. Plus de 200 personnes ont été mobilisées pour l'occasion.
- Rencontres régionales entre le Conseil régional de développement de la Montérégie, le ministère de la Famille et de l'Enfance et la Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Montérégie dans le but d'arrimer les activités destinées aux jeunes; rencontres avec les intervenants du Shakotiia'takehnhas Community Services dans le but de soutenir les activités de prévention et de répondre à des besoins spécifiques de la communauté de Kahnawake et rencontre avec le Comité sous-régional sur le développement de la pratique sportive des jeunes dans le sud-ouest.

2.3.4 Secteur programme adultes personnes âgées

Clientèle adultes

- Soutien à l'évaluation et à l'implantation d'un outil de dépistage au Centre hospitalier régional du Suroît et diffusion de la formation en matière de violence conjugale dans les centres hospitaliers.
- Projets de sensibilisation aux agressions sexuelles en milieu de travail à l'impact de la violence dans les médias.
- Mise en place d'un groupe de travail sur la prévention du suicide auprès des hommes et sensibilisation des professionnels de la santé et de la population à l'importance du contrôle des moyens dans les situations de crise suicidaire.
- Prévention des MTS/sida auprès des hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes, par le biais de formations auprès des intervenants et de l'implantation du programme Accès-IP; interventions préventives au Centre Le Virage et prévention des maladies transmises sexuellement et par le sang (MTSS) en milieu carcéral.
- Collaboration à la rédaction du cadre de référence pour le Programme québécois d'abandon du tabagisme (PQAT) et sensibilisation aux dangers de la fumée du tabac dans l'environnement.
- Promotion des services de soutien disponibles pour les entreprises qui désirent promouvoir l'activité physique auprès de leurs employés et promotion du Festival de la marche 2001 et du Jour V (vélo) auprès des entreprises.
- Élaboration et diffusion d'une campagne promotionnelle du patinage intérieur et extérieur auprès des familles «Plaisir sur glace ».
- Étude de la morbidité hospitalière liée aux brûlures à l'eau chaude.
- Collaboration à la rédaction de deux avis de santé publique sur les brûlures à l'eau chaude du robinet et la consommation d'alcool au Québec et coordination de la rédaction d'un autre avis concernant l'ipéca et le charbon activé.
- Promotion de la sécurité des aménagements cyclables.
- Collaboration à l'organisation de la 6^{e} Conférence mondiale : prévention et contrôle des traumatismes.
- Élaboration et mise en œuvre d'un projet pilote auprès des dentistes au regard des maladies bucco-dentaires chez les adultes.
- Élaboration et diffusion du projet pilote 2001-2004 « Bâtir ensemble la sécurité alimentaire en Montérégie» (BELSAM) et développement d'outils de planification (connaissance, analyse, action) et d'évaluation.

- Au niveau du Programme québécois de dépistage du cancer du sein, le 5e centre de référence pour investigation désigné (CRID) est maintenant certifié. Un comité régional d'assurance qualité a été formé afin d'améliorer la performance-qualité du programme et des services. Enfin, plusieurs outils ou stratégies de promotion ont été développés pour rejoindre la clientèle (bingo, dépliants, signets, bloc-notes et pièce de théâtre).

Clientèle personnes âgées

- Rédaction et diffusion du cadre de référence en santé publique « Pour les aînés de la Montérégie : Un art de vivre en santé, une qualité de vie ».
- Analyse des plans d'action soumis par les organismes concernés dans le cadre de la révision des allocations PAPA.
- Soutien au déploiement du Programme régional sur le bon usage des médicaments « Les médicaments, Oui...Non...Mais! ». Les ateliers ont été offerts sur les 19 territoires de CLSC à plus de 90 groupes, soit environ 1 500 aînés.
- Soutien à la formation « Violence envers les aînés : problématique, enjeux, dépistage et intervention » offerte dans le cadre du projet réalisé par le Comité sur les abus et la violence faits aux aînés de Longueuil. Les 12 ateliers offerts ont permis de rejoindre 122 intervenants provenant de 14 organismes différents.
- Représentation de la Régie régionale à la Table régionale des aînés de la Montérégie et participation aux travaux.

2.3.5 Secteur programme maladies transmissibles

Maladies évitables par l'immunisation

- La vaccination contre l'hépatite B en quatrième année du primaire n'a pas eu lieu cette année en raison de la campagne de vaccination contre le méningocoque du groupe C.
- La campagne de vaccination contre l'influenza a permis de vacciner 56 % des personnes âgées de 65 ans et plus vivant en milieu ouvert et 81 % de celles-ci vivant en milieu fermé. Pour ce qui est des personnes de 60 à 64 ans, les taux sont respectivement de 39 % et de 82 % selon qu'elles vivent en milieu ouvert ou fermé.

Campagne de vaccination contre le méningocoque

- Le 11 septembre 2001 était lancée en Montérégie la campagne de vaccination contre le méningocoque du groupe C pour les enfants âgés entre 0 et 21 ans. La population à vacciner totalisait 360 000 personnes en Montérégie.
- Avec la collaboration des CLSC et des commissions scolaires, 309 757 doses de vaccin ont été administrées entre septembre 2001 et janvier 2002.

- Les taux de couverture vaccinale visée ont été atteints et aucun cas d'infection à méningocoque du groupe C n'a été déclaré depuis la fin de la campagne de vaccination chez les personnes des groupes d'âge visés.

Maladies à déclaration obligatoire (MADO)

- Au cours de l'année 2001, 3 256 cas de maladies infectieuses et 148 intoxications par agents chimiques ont été déclarés en Montérégie.
- Mis à part la coqueluche, aucun cas de maladie évitable par l'immunisation de base n'a été déclaré.
- Les infections transmises sexuellement (ITS) demeurent les plus fréquentes. Le nombre de cas de chlamydiose génitale (1 311 cas) a continué de croître tout comme le nombre d'infections gonococciques résistantes aux antibiotiques.
- Un cas de botulisme infantile a été déclaré cette année.
- Le nombre de cas de paludisme a encore augmenté cette année, la majorité des cas ayant été diagnostiqués chez des réfugiés.

Menace de bioterrorisme

- Avec les événements du 11 septembre 2001 à New York, les appels aux colis suspects et les menaces d'attaque bioterroriste reliée à l'Anthrax se sont rapidement multipliés en Montérégie. Sur un total de 101 appels répertoriés au Québec, la Montérégie en comptait 37. Aucun de ces colis suspects n'a été testé positif pour l'Anthrax.
- Un groupe d'expertises sur les risques de terrorisme nucléaire, biologique ou chimique a été mis sur pied à la Direction de la santé publique afin de planifier et d'organiser les interventions en tenant compte d'une recrudescence éventuelle de telles menaces.

2.3.6 Secteur programme environnement

À la demande du MSSS, participation à de nombreux comités d'experts et au bureau d'audience publique (BAPE) à titre d'experts.

Qualité de l'air

- Formation des intervenants du milieu scolaire pour l'inspection et la prise en charge dans les écoles.
- Investigation au Réseau Santé Richelieu-Yamaska, pavillon Honoré-Mercier.
- Coordination des travaux de la Table québécoise sur l'herbe à poux (seize organisations) et participation au programme info-smog.
- Analyse de risque des émissions d'une entreprise produisant du naphtalène.
- Rédaction d'un avis de santé publique à la suite de l'implantation des porcheries.

Qualité de l'eau

- Application de la nouvelle réglementation sur la qualité de l'eau potable au Québec et rédaction de 502 avis de non-conformité de l'eau émis en Montérégie.
- Participation à l'évaluation des fiches scientifiques sur la présence dans l'eau des bactéries (coliformes, entérocoques) et des produits chimiques (composés organiques et pesticides) et poursuite de l'étude sur les maladies entériques dans le bassin de la Yamaska.
- Gestion des dossiers de contamination de l'eau potable (Roxton Pond, Canton de Granby, Dunham, Beauharnois, Hinchinbrooke, Vaudreuil, Ste-Martine…) et rédaction d'avis de santé publique.

2.3.7 Secteur programme santé et sécurité au travail

- Trois programmes ont mobilisé constamment les intervenants : la réduction de l'exposition au styrène dans les établissements de fabrication de plastiques renforcés, la prévention de la silicose associée au décapage au jet et la réduction de l'exposition des travailleurs aux gaz et aux fumées de soudage.
- Deux nouveaux programmes se sont ajoutés : risques biologiques chez les pompiers et policiers et isocyanates chez les carrossiers. Deux colloques régionaux et onze ateliers locaux ont permis de rejoindre des producteurs agricoles afin de les sensibiliser aux risques à la santé que représentent les zoonoses.
- Évaluation de 88 nouveaux programmes de santé spécifiques à des établissements et réalisation de 228 mises à jour de programmes.

2.4 Direction des affaires médicales (DAM)

Département régional de médecine générale (DRMG)

- Organisation de la structure de représentation en douze territoires de desserte pour les soins de première ligne. Chacun de ces territoires est représenté par un membre du comité de direction du DRMG qui y exerce son leadership. Pour mieux connaître et organiser la pratique médicale de première ligne, un comité territorial a été institué et est présidé par le représentant territorial concerné du DRMG.
- Le DRMG a préparé le plan régional d'effectifs médicaux (PREM) en omnipratique en répertoriant l'offre de service de tous les omnipraticiens oeuvrant en Montérégie, tant en première ligne qu'en deuxième ligne.

Plan d'effectifs médicaux

- Première année du plan d'effectifs médicaux pour les médecins spécialistes. Les objectifs de croissance du Ministère étaient de 50 médecins spécialistes pour la Montérégie sur une période de deux ans (2001-2003). Dix-neuf postes ont été jugés conformes et autorisés par la Régie régionale au cours de la dernière année.
- Recension du potentiel de la main-d'œuvre en omnipratique de toute la Montérégie. L'enquête sur l'offre de service médical menée auprès des omnipraticiens servira de base à la confection du plan des effectifs médicaux en omnipratique et à l'organisation des services médicaux de chaque territoire de la région.

Services spécialisés de santé

Dialyse rénale

- Depuis le début des années 90, la dialyse rénale n'a pas cessé de croître en Montérégie et les services des établissements ont tenté de répondre, tant bien que mal, à la demande de la clientèle. Au 31 mars 2002, une augmentation de clientèle de 14,5 %, comparativement à 13,5 % pour l'année précédente, a été enregistrée. L'autonomie régionale est passée de 61 % à 65 %.
- Les besoins de développement ont été déposés au Ministère tant pour chacun des centres que pour le développement d'un service de dialyse en satellite de l'Hôpital Charles Le-Moyne.
- Le Centre hospitalier régional du Suroît occupe maintenant ses nouveaux locaux de dialyse et accueille graduellement de nouveaux clients. L'ouverture du service de Réseau Santé Richelieu-Yamaska est reportée à une date ultérieure.

Traumatologie

- Le réseau de traumatologie de la Montérégie est bien consolidé et est cité en exemple par le Comité provincial de traumatologie comme modèle régional d'organisation.

Centres d'enseignement sur l'asthme

- Un deuxième projet PRIISME a été initié au Centre hospitalier Pierre-Boucher en collaboration avec les CLSC des Seigneuries et Longueuil-Est. Ce projet permet de référer de façon systématique la clientèle asthmatique à un centre d'enseignement sur l'asthme afin de l'habiliter à gérer sa maladie.

Laboratoire de biologie médicale

- Les dix centres hospitaliers de la Montérégie ont clôturé l'année avec un coût unitaire de production en laboratoire inférieur à 0,70 $, soit la cible avancée par le Ministère à ce chapitre.

- Les enquêtes réalisées sur l'accessibilité aux services de prélèvements indiquent que les centres de prélèvements en CLSC et en centres hospitaliers de la région ont généralement respecté les critères de délai d'attente établis en la matière par le groupe ministériel de soutien des laboratoires.

- Dans le cadre du programme accéléré d'investissement, des crédits non récurrents de 247 842 $ ont été consentis à l'Hôpital du Haut-Richelieu afin de compléter l'informatisation de ses laboratoires. De plus, des crédits non récurrents de 595 930 $ ont été réservés pour la Montérégie afin de procéder à l'acquisition d'équipements destinés aux analyses hors laboratoire.

Banque de sang

- À la suite de la signature en 2000-2001, des ententes entre l'Hôpital Charles LeMoyne (centre désigné pour la Montégérie) et les neuf autres centres hospitaliers de la région (centres associés) ont été conclues. La tournée des centres associés s'est poursuivie en 2001-2002 telle qu'initiée au cours de l'exercice précédent.

- Le Secrétariat du système du sang a amorcé le déploiement provincial du Système d'information intégré sur les activités transfusionnelles et d'hémovigilance (SIIATH). Quatre centres hospitaliers de la Montérégie ont été directement impliqués par l'opération en fin d'année. Le déploiement comporte une participation financière de la part du Ministère de l'ordre de 200 000 $ non récurrents et de 25 000 $ récurrents. Il implique également un apport récurrent de l'ordre de 15 000 $ de chaque établissement.

Mesures de désengorgement des urgences

- Des crédits de 6,5 M$ ont été distribués aux centres hospitaliers de soins généraux et spécialisés de la façon suivante : une somme de 4 M$ insérée dans la base budgétaire récurrente des établissements et une somme de 2,5 M$ utilisée dans le cadre des règlements des déficits budgétaires des établissements.

Liste d'attente en chirurgie

- Distribution de crédits non récurrents de 1 490 548 $ aux centres hospitaliers de soins généraux et spécialisés pour la diminution des listes d'attente en ophtalmologie et en orthopédie. Cette allocation a permis de réduire les listes d'attente en chirurgie de 1 080 cas de cataractes, 133 cas de prothèses du genou et 72 cas de prothèses de la hanche.

Oncologie

- Tel que proposé par le Programme québécois de lutte contre le cancer (PQLC), il y a eu création d'une structure organisationnelle désignée sous l'appellation « Réseau cancer Montérégie » (RCM) pour réaliser les mandats reliés à la planification, la conceptualisation, l'implantation et l'évaluation du programme régional de lutte contre le cancer.

- Coordination touchant l'instauration d'une structure organisationnelle devant permettre l'appropriation du PQLC dans notre région et l'implantation progressive de mesures proposées dans le programme national.
- Sensibilisation des intervenants œuvrant en oncologie sur le contenu du PQLC et la démarche d'appropriation régionale par une visite dans tous les centres hospitaliers et par des rencontres avec différents groupes.
- Suivi de l'implantation du projet d'intervenantes-pivot au sein de neuf CHSGS du territoire, poursuite de la formation des infirmières travaillant en oncologie et préparation de certification pour les infirmières en oncologie.
- Poursuite des démarches avec le MSSS et l'Hôpital Charles LeMoyne pour l'élaboration d'un plan fonctionnel et technique dans le but de doter la Montérégie d'un centre intégré de lutte contre le cancer qui dispensera des services de radio-oncologie.

Imagerie par résonance magnétique (IRM)

- Réalisation d'un document de travail sur l'implantation de l'IRM en collaboration avec le Groupe biomédical de la Montérégie. Proposition d'implantation de six appareils en deux phases. En 2002-2003 : CH Anna-Laberge, CH de Granby, CH Pierre-Boucher et Réseau Santé Richelieu-Yamaska et en 2003-2004 : CH Régional du Suroît et l'Hôpital du Haut-Richelieu. Ces propositions seront éventuellement présentées au conseil d'administration et transmises au Ministère avec la mention que l'installation à Réseau Santé Richelieu-Yamaska devrait se faire au terme des travaux de réhabilitation requis par la présence de moisissure.

2.5 Direction des services techniques et informatiques (DSTI)

2.5.1 Plan de modernisation

- Travaux réalisés pour plus de 1 M$ en gestion énergétique et autant en voie de réalisation, générant des économies annuelles de 35 %.
- Mise en chantier et autorisation de deux projets de rénovation de buanderie, d'une valeur totale excédant 3,7 M$ et poursuite des projets d'audit de sécurité et d'alimentation.
- Implantation d'un outil informatique régional pour la gestion des horaires des services à domicile dans six CLSC.
- Informatisation d'un outil de suivi des projets de modernisation.
- Financement et développement d'une application informatique accélérant le traitement des dossiers des jeunes contrevenants (projet intersectoriel).

- Obtention du financement pour la numérisation régionale de l'imagerie médicale assurant le lancement du projet total, évalué à près de 12 M$. Ce projet apportera une aide significative aux effectifs médicaux de la région. Réalisation de la première phase par l'acquisition du «Radiology information system» (RIS).
- Étude de mise en place d'un processus structuré et régional de revue d'utilisation des médicaments dans les CHSLD de la Montérégie.
- Financement de projets de regroupement et de projets d'acquisition de systèmes automatisés de distribution des médicaments en CHSLD.
- Dépôt pour financement au MSSS d'un projet pilote de partenariat pour les CHSGS en numérisation des archives.
- Poursuite d'études financières et de négociations au niveau des systèmes intégrés de gestion (SIG). Financement de mesures et d'études préparatoires à l'implantation ultérieure. Recherche de solutions plus légères pour les plus petits établissements.

2.5.2 Génie biomédical (GBM)

- Consolidation des services à l'échelle du Québec et modification de la structure interne du service en quatre équipes de travail : ingénierie biomédicale, imagerie médicale, équipements biomédicaux, planification et gestion de projets.
- En plus des établissements de santé des régions de la Montérégie, des Laurentides, de Lanaudière, de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Mauricie, ceux du Centre-du-Québec ainsi que de la Conférence des régies régionales, le GBM a fourni des services aux centres hospitaliers universitaires de Québec et de Sherbrooke, au ministère de la Santé et des Services sociaux, à la Corporation d'hébergement du Québec, aux Régies régionales

  de la Côte-Nord et de Laval, à l'Hôtel-Dieu de Montmagny, au Centre hospitalier régional de Baie-Comeau, au Centre hospitalier régional de Rimouski et, enfin, au Centre hospitalier Saint-Joseph de la Malbaie.
- Le logiciel de gestion de l'entretien des équipements SYGEM est sur le point d'être déployé dans huit centres hospitaliers du Québec. La phase II du développement du logiciel de valeur de remplacement est en cours. Ce logiciel permet la répartition des ressources financières pour le maintien des actifs des différentes catégories d'établissements du réseau de la santé.

2.5.3 Secteur de réingénierie

- Révision des processus de travail des services administratifs et des services des ressources humaines de deux CLSC-CHSLD ainsi que d'un regroupement sous-régional de quatre CLSC et CHSLD.
- Réorganisation du travail du service des soins infirmiers et des soins d'assistance dans deux CHSLD, en intégrant le concept milieu de vie.

- Intervention en ressources humaines, visant l'allégement des tâches cléricales du personnel infirmier dans les CHSGS.
- Début d'un nouveau projet d'implantation d'un réseau intégré de services pour les adultes en perte d'autonomie.
- Début d'un mandat concernant la révision du mécanisme d'accès aux services pour l'ensemble de la région de la Montérégie.
- Gabarit de plan local de modernisation pour un CLSC et un CLSC-CHSLD.
- Gestion de projet pour l'implantation du système d'information géronto-gériatrique dans le territoire de Richelieu-Yamaska.
- Intervention dans divers projets dont les dossiers informatisés de l'usager, la distribution des médicaments et l'approvisionnement.

2.5.4 Système et technologies de l'information

- Rédaction d'un mémoire synthèse des consultations sur le plan directeur régional en système d'information et tenue d'une rencontre régionale pour la validation des résultats et des recommandations.
- Élaboration d'un guide stratégique pour la numérisation des dossiers d'archives des centres hospitaliers.
- Subvention de 1,2 M$ du MSSS au Centre hospitalier Pierre-Boucher, site pilote désigné pour la numérisation de l'ensemble de ses dossiers d'archives.
- Analyse et étude de différents systèmes informatiques disponibles pour supporter la mise en place graduelle des réseaux intégrés de services pour diverses clientèles de notre réseau.

2.5.5 Technocentre régional

- Amélioration de la performance du logiciel Intégration CLSC et support aux établissements dans l'implantation de la nouvelle version du logiciel Lotus Notes.

2.6 Direction des ressources humaines (DRH)

2.6.1 Planification de la main-d'œuvre

- Rapports issus des travaux effectués dans le cadre du mandat accordé à la Régie régionale par le Comité de coordination et de concertation du réseau ressources humaines, selon les données des fichiers R-22 :

  « La main-d'œuvre infirmière dans la région : Évolution de 1996-1997 à 2000-2001 », avril 2002. En plus de l'occupation infirmière cadre et non cadre, le rapport couvre les occupations des infirmières auxiliaires et des préposés aux bénéficiaires.

  « La main-d'œuvre dans le réseau de la région : Portrait de certaines occupations de 1996-1997 à 2000-2001 », avril 2002. Le rapport couvre quinze occupations du réseau de la santé et des services sociaux de la région : audiologistes-orthophonistes, pharmaciens, diététistes, ergothérapeutes, physiothérapeutes, travailleurs sociaux et techniciens en assistance sociale, agents de relation humaine, technologues en radiologie, inhalothérapeutes, auxiliaires familiales, psychologues, psychoéducateurs, éducateurs, technologues en radio-oncologie et technologues médicaux.

  Les travaux sont une première étape pouvant servir lors du processus de planification de la main-d'œuvre pour les autres titres d'emploi.

2.6.2 Planification de la main-d'œuvre infirmière

- Le Comité aviseur régional de la planification de la main-d'œuvre de la Montérégie a été mis en place en juin 2001. Sa composition, ses mandats et son fonctionnement ont été définis. Le comité s'est donné comme priorité, pour la première année de son mandat, en lien avec les axes de priorité, les actions à mettre de l'avant pour la planification de la main-d'œuvre infirmière, notamment pour l'organisation des soins et du travail, le développement de la main-d'œuvre, les stratégies de promotion, de recrutement et de rétention ainsi que les mécanismes de suivi. Il y a eu formation de quatre sous-comités en lien avec chacun des axes.

Activités d'accroissement et de soutien de la main-d'œuvre infirmière

- La planification d'un 6e groupe de formation pour l'actualisation en soins infirmiers a été amorcée en prévision du démarrage du programme au printemps 2002. La Table de concertation pour la coordination des stages en soins infirmiers s'est réunie et a établi, entre autres priorités, de maximiser la coordination entre les besoins de milieux de stages et les disponibilités. Compte tenu de la multiplicité des besoins de milieux de stages pour les divers titres d'emploi, le comité vise à répertorier ces derniers auprès des maisons d'enseignement. Dans le cadre du programme de soutien à l'organisation du travail mis de l'avant par le MSSS, 27 projets provenant des établissements en Montérégie ont été déposés.

2.6.3 Ressources humaines réseau

- Coordination de la répartition de la somme de 1 981 714 $ aux établissements afin d'assurer la mise à jour des connaissances des infirmières et du perfectionnement du personnel des autres syndicats prévus dans le cadre des conventions collectives.

2.6.4 Développement de compétences

Troubles envahissants du développement

- Formation de 156 intervenants des centres de réadaptation (TEACCH et OMEGA)

Jeunes en difficulté

- Développement d'un cadre de référence pour le processus d'élaboration de plans de services.
- Formation dans 5 territoires de CLSC, de 63 intervenants ainsi que de 15 cliniciens-experts qui supporteront la démarche d'implantation dans chacun des territoires. Un support pour les experts (formation additionnelle et expertise-conseil sur demande) est également offert.

Négligence

- Formation de 160 intervenants (CLSC, CJM et organismes communautaires).

Personnes âgées en perte d'autonomie

- Formation de 45 participants pour les gestionnaires de cas dans le cadre de la mise en place des réseaux intégrés (territoires Châteauguay et St-Hyacinthe).

Santé mentale

- Formation sur le suivi intensif de 18 intervenants des équipes de suivi intensif de Longueuil.
- Formation sur l'intervention de crise pour 10 intervenants des centres de crise.
- Programme de formation pour 15 nouveaux psychologues de l'équipe de base en santé mentale des CLSC.
- Expertise-conseil pour le développement d'un modèle de réseau intégré de services dans les territoires de Longueuil et de Richelieu-Yamaska.
- Poursuite du programme de formation des formateurs régionaux en prévention du suicide.

Santé physique

- Formation de 23 intervenants des services d'interruption volontaire de grossesse sur l'ambivalence de grossesse dans le cadre du programme de planification des naissances.
- Formation de 21 diététistes, nutritionnistes des CH, CLSC et CHSLD sur la nutrition en soins palliatifs.

Toxicomanie

- Poursuite du programme de formation au dépistage et à l'intervention précoce et minimale en toxicomanie auprès de la clientèle jeune ou adulte. Cette formation est offerte aux intervenants de première ligne des CLSC, du Centre jeunesse de la Montérégie et des organismes communautaires. La formation est offerte au fur et à mesure de la mise en place d'ententes de service formelles entre les établissements, dans le cadre de mise en place d'un réseau intégré de services. Depuis 1998, 36 sessions ont été offertes à plus de 548 participants.
- Conception d'un programme de formation en réinsertion sociale, en collaboration avec la Régie régionale de Québec.

Violence

- Intervention médico-sociale et médico-légale (6 sessions totalisant 150 participants des centres désignés - CJM, CLSC, corps policiers et substituts du procureur général).
- Formation entente multisectorielle (5 sessions totalisant 206 participants des CJM, CLSC, corps policiers, organismes communautaires).
- Poursuite du programme de formation sur l'outil multiclientèle à l'intention des intervenants des CLSC, CHSLD, CR et CH (total de 429 participants) comportant un suivi offert par 55 responsables de suivi dans les CLSC et CH.

Présence au travail

- Formation « Pour redonner un sens au travail : des pistes de solution individuelles et organisationnelles » - 6 cohortes totalisant plus de 500 cadres provenant de 33 établissements. Près de 75 % des établissements ont inscrit l'ensemble de leurs gestionnaires. Formation complétée par l'accès à un soutien conseil pour la mise en place d'un plan d'action pour un établissement. La Régie régionale finance à 50 % les projets de formation visant à habiliter les gestionnaires à gérer ce dossier de façon proactive et préventive.

Économie sociale

- Formation de 160 heures en aide domestique pour les travailleurs des corporations d'économie sociale de la Montérégie, en collaboration avec Emploi-Québec.
- Formation en lien avec la Loi d'accès aux documents et la Loi sur la protection des renseignements personnels pour les établissements publics, privés et les organismes communautaires (3 sessions totalisant 63 participants).

Programme de formation pour directrices générales d'organismes bénévoles

- Programme de formation en gestion de 20 jours (9 crédits) offert par l'Université de Sherbrooke à l'intention des directrices générales ou coordonnatrices d'organismes bénévoles et communautaires. Dix-neuf gestionnaires d'organismes ont complété l'ensemble de ces activités en avril 2002. Ce programme est financé à 50 % par la Régie régionale auquel s'ajoute une contribution financière d'Emploi-Québec.

Programme de formation des membres de conseils d'administration des organismes bénévoles

- Réalisation de 25 activités de formation rejoignant 215 participants. Ces activités ont été diffusées par les conseils d'administration permettant ainsi l'adaptation du contenu en fonction des préoccupations et besoins des organismes demandeurs.

2.6.5 Formation du personnel (Régie régionale)

- Quarante membres du personnel de la Régie régionale ont bénéficié de sessions de formation portant sur les logiciels Word, Excel, Access, Power Point, etc.

2.6.6 Développement des cadres

- Proposé par le Comité régional de développement des cadres, la programmation régionale a été offerte sous deux volets : un programme régional d'activités a contribué à la réalisation de 26 sessions de perfectionnement rejoignant 594 participants-cadres; le financement à 50 % de l'organisation de sessions de perfectionnement maison pour les cadres d'un même établissement a permis la réalisation de 31 sessions totalisant 427 participants-cadres.

2.6.7 Relève des cadres (PMO)

- Le Comité régional de développement des cadres est le comité aviseur à la Régie régionale sur le dossier de la relève des cadres. Un plan d'action annuel a été élaboré et deux sondages auprès des directions d'établissements ont été réalisés. Un premier sur les difficultés de recrutement et un second sur les besoins des établissements en regard de ce dossier. Un portrait statistique des effectifs (âge, titre d'emploi, etc.) a aussi été confectionné.

2.6.8 Stabilité et sécurité d'emploi

- En conformité avec la circulaire ministérielle sur ce dossier, la Régie régionale a financé les cas de sécurité et de stabilité d'emploi présentés par les établissements.
- Pour l'année 2001-2002, 32 cadres ont bénéficié du régime de la stabilité d'emploi dont 14 à la préretraite, 2 aux études, 3 en maladie, 3 en projets d'entreprise et 1 en congé sans solde. La différence représente 9 cadres en recherche active ou en remplacement.
- Quant au dossier des employés sécuritaires, 12 étaient inscrits en sécurité d'emploi au 1er avril 2001. Au cours de l'année, il y a eu 17 inscriptions dont 3 professionnels, 3 techniciens, 1 dans les services auxiliaires, 7 employés de bureau, 1 infirmière-auxiliaire et finalement 2 dans le secteur éducation. Au niveau du replacement, 7 ont été replacés dans leur établissement d'origine, 2 ont été replacés dans un autre établissement dans leur localité, 1 a été replacé hors région (Montréal) et 1 a obtenu une indemnité de départ (paie de séparation). Ce qui nous amène à 18 salariés sécuritaires inscrits au 31 mars 2002. Ces derniers étaient en prestation de service de plus de 95 % sur l'équipe de remplacement.

2.6.9 Présence au travail

- Un plan d'action régional a été élaboré. Les directions d'établissements ciblés ont été rencontrées individuellement afin de discuter de la problématique de chaque établissement. Tous, par la suite, ont concrétisé leurs intentions par la production d'activités visant à améliorer la gestion de l'assurance salaire.

CHAPITRE 3 - MODIFICATIONS APPORTÉES AUX RESSOURCES HUMAINES, MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES DE LA RÉGIE RÉGIONALE, DES ÉTABLISSEMENTS DE SA RÉGION ET DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES QU'ELLE SUBVENTIONNE

3.1 Établissements et organismes communautaires subventionnés par la Régie régionale

3.1.1 Budgets comparatifs - Budget net de fonctionnement

Établissements publics

Centres d'hébergement et de soins de longue durée	Budget net de fonctionnement 2001-2002	Budget net de fonctionnement 2000-2001
Les CHSLD Trèfle d'Or	11 400 501 $	10 126 241 $
CHSLD de la MRC de Champlain	14 265 919 $	13 560 970 $
CHSLD du Littoral	9 379 815 $	8 685 213 $
CHSLD Horace-Boivin	7 069 853 $	6 727 801 $
Centre hospitalier du comté de Huntingdon	2 919 232 $	2 801 302 $
CHSLD du Bas-Richelieu	13 761 513 $	13 174 065 $
Regroupement CHSLD des Trois Rives	14 006 220 $	12 661 732 $
Centre d'Accueil Acton Vale	3 124 969 $	2 825 122 $
Les Centres d'hébergement de Longueuil	23 505 286 $	22 345 242 $
Les Centres du Haut St-Laurent	12 849 216 $	11 441 147 $
Centre Rouville	11 154 012 $	9 809 361 $
Total	**123 436 536 $**	**114 158 196 $**

Centres hospitaliers	Budget net de fonctionnement 2001-2002	Budget net de fonctionnement 2000-2001
Réseau Santé Richelieu-Yamaska	89 623 009 $	85 668 942 $
Hôpital Barrie Memorial	7 357 294 $	7 202 973 $
Hôpital Brome-Missisquoi-Perkins	24 217 986 $	22 794 698 $
Hôpital du Haut-Richelieu	83 865 720 $	77 368 658 $
Centre hospitalier de Granby	49 401 348 $	46 826 231 $
Hôpital Charles LeMoyne	119 128 618 $	110 423 903 $
Centre hospitalier régional du Suroît	52 421 710 $	50 028 500 $
Hôtel-Dieu de Sorel	39 147 238 $	36 991 169 $
Centre hospitalier Pierre-Boucher	76 761 389 $	71 860 013 $
Centre hospitalier Anna-Laberge	52 975 056 $	49 612 012 $
Total	**594 899 368 $**	**558 777 099 $**

Centres de réadaptation	Budget net de fonctionnement 2001-2002	Budget net de fonctionnement 2000-2001
Les Centres Butters-Savoy et Horizon	45 894 106 $	44 198 461 $
Centre montérégien de réadaptation	6 256 466 $	5 244 598 $
Les Services de réadaptation du Sud-Ouest et du Renfort	25 959 729 $	26 408 708 $
Pavillon Foster	1 849 497 $	1 786 203 $
Institut Nazareth et Louis-Braille	7 743 496 $	7 453 818 $
Le Virage, réadaptation en alcoolisme et toxicomanie	4 110 631 $	3 962 291 $
Total	**91 813 925 $**	**89 054 079 $**

Centres locaux de services communautaires	Budget net de fonctionnement 2001-2002	Budget net de fonctionnement 2000-2001
CLSC-CHSLD des Patriotes	16 748 799 $	14 512 356 $
Les CLSC et CHSLD Champagnat de la Vallée des Forts	16 539 815 $	14 820 603 $
Les CLSC et CHSLD de la Pommeraie	19 784 471 $	18 689 275 $
CLSC Châteauguay	8 093 610 $	7 371 659 $
CLSC Saint-Hubert	9 765 057 $	8 704 702 $
CLSC Samuel-de-Champlain	11 732 693 $	10 107 814 $
CLSC Longueuil-Est	7 487 425 $	6 714 248 $
CLSC Longueuil-Ouest	9 120 286 $	8 518 029 $
CLSC Kateri	8 314 063 $	7 098 963 $
CLSC des Seigneuries	8 992 044 $	7 903 118 $
CLSC Seigneurie de Beauharnois	8 094 328 $	7 152 217 $
CLSC du Richelieu	9 484 947 $	8 757 510 $
CLSC Jardin du Québec	3 791 776 $	3 529 162 $
CLSC Huntingdon	3 782 341 $	3 589 555 $
CLSC La Chênaie	2 867 407 $	2 620 721 $
CLSC de la Haute-Yamaska	10 457 648 $	9 292 593 $
CLSC La Presqu'île	11 043 853 $	9 555 075 $
CLSC-CHSLD des Maskoutains	13 866 801 $	11 752 019 $
CLSC du Havre	7 190 213 $	6 011 465 $
Total	**187 157 577 $**	**166 701 084 $**

Centres jeunesse	Budget net de fonctionnement 2001-2002	Budget net de fonctionnement 2000-2001
Les Centres jeunesse de la Montérégie	85 143 757 $	79 412 961 $
Total	**85 143 757 $**	**79 412 961 $**

TOTAL DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS	**1 082 451 163 $**	**1 008 103 419 $**

Établissements privés conventionnés

Centres d'hébergement et de soins de longue durée	Budget agréé 2001-2002	Budget agréé 2000-2001
Centre hospitalier Rive-Sud inc.	1 539 318 $	1 427 416 $
Centre gériatrique Courville	1 018 183 $	991 143 $
CHSLD Jean-Louis Lapierre Inc.	3 068 365 $	2 867 532 $
Accueil du Rivage Inc.	1 427 605 $	1 381 787 $
Florence Groulx Inc.	1 765 513 $	1 719 719 $
CA Marcelle-Ferron Inc.	7 728 549 $	7 553 600 $
Résidence Sorel-Tracy Inc.	3 280 023 $	2 893 123 $
CHSLD Vigi Brossard	3 372 588 $	3 176 044 $
CHSLD Montérégie	4 781 652 $	4 708 530 $
Centre d'hébergement Champlain-Châteauguay	4 573 139 $	4 466 185 $
Centre d'hébergement Champlain-Beloeil	2 662 485 $	2 679 503 $
Total	**35 217 420 $**	**33 864 582 $**

TOTAL RÉGIONAL DU BUDGET NET DE FONCTIONNEMENT ET BUDGET AGRÉÉ - PRIVÉS CONVENTIONNÉS	**1 117 668 583 $**	**1 041 968 001 $**

3.1.2 Budgets comparatifs - Surplus ou déficits

Établissements publics

Centres d'hébergement et de soins de longue durée	Surplus (déficits) 2001-2002	Surplus (déficits) 2000-2001
Les CHSLD Trèfle d'Or	(228 700 $)	18 970 $
CHSLD de la MRC de Champlain	153 $	357 $
CHSLD du Littoral	153 075 $	(502 385 $)
CHSLD Horace-Boivin	(11 969 $)	(60 758 $)
Centre hospitalier du comté de Huntingdon	(5 630 $)	(40 711 $)
CHSLD du Bas-Richelieu	(792 $)	(19 668 $)
Regroupement CHSLD des Trois Rives	63 043 $	53 367 $
Centre d'Accueil Acton Vale	24 344 $	0 $
Les Centres d'hébergement de Longueuil	152 474 $	120 871 $
Les Centres du Haut St-Laurent	29 $	10 864 $
Centre Rouville	25 253 $	527 $
Total	**171 280 $**	**(418 566 $)**

Centres hospitaliers	Surplus (déficits) 2001-2002	Surplus (déficits) 2000-2001
Réseau Santé Richelieu-Yamaska	(2 238 704 $)	(1 089 378 $)
Hôpital Barrie Memorial	(126 836 $)	36 007 $
Hôpital Brome-Missisquoi-Perkins	(1 213 051 $	(464 417 $)
Hôpital du Haut-Richelieu	45 700 $	(1 929 381 $)
Centre hospitalier de Granby	(2 356 312 $)	(590 216 $)
Hôpital Charles LeMoyne	(4 397 681 $)	(2 715 509 $)
Centre hospitalier régional du Suroît	(1 437 507 $)	(833 645 $)
Hôtel-Dieu de Sorel	(2 223 747 $)	(2 209 883 $)
Centre hospitalier Pierre-Boucher	(2 861 147 $)	(279 300 $)
Centre hospitalier Anna-Laberge	(754 282 $)	(231 951 $)
Total	**(17 563 567 $)**	**(10 307 673 $)**

Centres de réadaptation	Surplus (déficits) 2001-2002	Surplus (déficits) 2000-2001
Les Centres Butters-Savoy et Horizon	919 $	(97 536 $)
Centre montérégien de réadaptation	2 972 $	0 $
Les Services de réadaptation du Sud-Ouest et du Renfort	44 073 $	64 938 $
Pavillon Foster	9 851 $	12 325 $
Institut Nazareth et Louis-Braille	24 598 $	44 064 $
Le Virage, réadaptation en alcoolisme et toxicomanie	62 812 $	(114 684 $)
Total	**145 225 $**	**(90 893 $)**

Centres locaux de services communautaires	Surplus (déficits) 2001-2002	Surplus (déficits) 2000-2001
CLSC-CHSLD des Patriotes	58 746 $	4 018 $
Les CLSC et CHSLD Champagnat de la Vallée des Forts	0 $	161 214 $
Les CLSC et CHSLD de la Pommeraie	(301 014 $)	(59 117 $)
CLSC Châteauguay	22 905 $	(7 029 $)
CLSC Saint-Hubert	38 598 $	118 565 $
CLSC Samuel-de-Champlain	7 850 $	10 116 $
CLSC Longueuil-Est	86 539 $	(68 356 $)
CLSC Longueuil-Ouest	8 813 $	(25 913 $)
CLSC Kateri	0 $	14 737 $
CLSC des Seigneuries	81 141 $	76 747 $
CLSC Seigneurie de Beauharnois	16 843 $	(58 664 $)
CLSC du Richelieu	28 112 $	6 367 $
CLSC Jardin du Québec	268 $	(5 781 $)
CLSC Huntingdon	18 807 $	0 $
CLSC La Chênaie	67 538 $	51 988 $
CLSC de la Haute-Yamaska	0 $	2 940 $
CLSC La Presqu'île	0 $	143 704 $
CLSC-CHSLD des Maskoutains	19 057 $	0 $
CLSC du Havre	(67 894 $)	(31 420 $)
Total	**86 309 $**	**334 116 $**

Centres jeunesse	Surplus (déficits) 2001-2002	Surplus (déficits) 2000-2001
Les Centres jeunesse de la Montérégie	(3 985 889 $)	(3 236 564 $)
Total	**(3 985 889 $)**	**(3 236 564 $)**

TOTAL DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS	**(21 146 642 $)**	**(13 719 580 $)**

Établissements privés conventionnés

Centres d'hébergement et de soins de longue durée	Surplus (déficits) 2001-2002	Surplus (déficits) 2000-2001
Centre hospitalier Rive-Sud inc.	14 291 $	21 807 $
Centre gériatrique Courville	30 811 $	46 862 $
CHSLD Jean-Louis Lapierre Inc.	132 885 $	102 629 $
Accueil du Rivage Inc.	(2 397 $)	39 478 $
Florence Groulx Inc.	32 809 $	55 614 $
CA Marcelle-Ferron Inc.	44 922 $	(398 220 $)
Résidence Sorel-Tracy Inc.	135 960 $	35 132 $
CHSLD Vigi Brossard	170 330 $	98 270 $
CHSLD Montérégie	177 513 $	181 395 $
Centre d'hébergement Champlain-Châteauguay	79 060 $	73 211 $
Centre d'hébergement Champlain-Beloeil	128 402 $	108 957 $
Total	**944 586 $**	**365 135 $**

TOTAL RÉGIONAL DU SURPLUS (DÉFICITS)	**(20 202 056$)**	**(13 354 445 $)**

3.2 Mesures prises pour corriger les situations déficitaires et les résultats obtenus

Note : Les montants ci-dessous comprennent les activités principales et accessoires

COMMENTAIRES AU REGARD DE LA SITUATION FINANCIÈRE DES ÉTABLISSEMENTS POUR L'ANNÉE 2001-2002 CATÉGORIE : CENTRES HOSPITALIERS					
ÉTABLISSEMENT	SITUATION FINANCIÈRE AU 31-3-2002		CORRECTIFS DES SITUATIONS DÉFICITAIRES 2001-2002		
	EN ÉQUILIBRE	EN DÉFICIT	PRINCIPALES MESURES 2001-2002	RÉSULTATS 2001-2002	MESURES 2002-2003
CH Anna-Laberge		(458 964 $)	Allocations récurrentes accordées dans le cadre des mesures de désengorgement des urgences.	Amélioration de la desserte de la clientèle à l'urgence.	
CH de Granby		(2 340 788 $)			
CH Régional du Suroît		(1 284 133 $)			
CH Pierre-Boucher		(2 260 997 $)	Allocations consenties au regard des listes d'attente en chirurgie.	Réponse accrue à des besoins jugés prioritaires en chirurgie.	Les crédits prioritaires associés aux listes d'attente en chirurgie devraient être maintenus.
Hôpital Brome-Missisquoi-Perkins		(1 212 966 $)			
Hôpital Charles LeMoyne		(4 210 539 $)	Rehaussement des bases budgétaires suite aux travaux du Comité Bédard	Maintien de l'accessibilité aux services et soutien aux établissements. Introduction d'incitatif à une gestion efficiente des services.	Rehaussement des bases budgétaires en lien avec les travaux du Comité Bédard
Hôpital du Haut-Richelieu	250 338 $				
Hôtel-Dieu de Sorel		(1 985 507 $)			
Hôpital Barrie-Memorial		(103 191 $)			
Réseau Santé Richelieu-Yamaska		(1 884 344 $)	Travaux pour documenter les situations problématiques	Prise en charge partielle des déficits par le Ministère et la Régie régionale sur la base de certains dépassements reconnus notamment en lien avec l'achat de places de transition pour personnes en attente d'hébergement, les services en oncologie et en dialyse.	Poursuite des travaux visant à documenter les situations problématiques.
			Plan de retour à l'équilibre budgétaire et signature d'ententes de retour à l'équilibre budgétaire sur 2 ans, soit d'ici le 31 mars 2003.	Respect de l'entente de retour à l'équilibre pour 6 des 8 centres signataires concernés au regard du solde du fonds d'exploitation.	Accompagnement des établissements dans l'étude de situations particulières et la recherche de solutions.

COMMENTAIRES AU REGARD DE LA SITUATION FINANCIÈRE DES ÉTABLISSEMENTS POUR L'ANNÉE 2001-2002 CATÉGORIE: CENTRES LOCAUX DE SERVICES COMMUNAUTAIRES					
ÉTABLISSEMENT	**SITUATION FINANCIÈRE AU 31-3-2002**		**CORRECTIFS DES SITUATIONS DÉFICITAIRES 2001-2002**		
	EN ÉQUILIBRE	**EN DÉFICIT**	**PRINCIPALES MESURES 2001-2002**	**RÉSULTATS 2001-2002**	**MESURES 2002-2003**
CLSC Châteauguay	26 737 $		Versement d'allocations pour la consolidation des services en CLSC et le rehaussement des services à domicile. Accroissement du financement aux réseaux de services intégrés (pour une deuxième année consécutive). Versement d'une importante allocation afin de renouveler le parc d'équipements destinés aux clientèles du soutien à domicile. Versement d'une allocation spéciale à six CLSC dans le cadre des mesures de désengorgement des urgences afin de prendre en charge rapidement les clientèles post-hospitalisées	Diminution du nombre de CLSC en situation de déficit. Maintien de l'accessibilité aux services et support afin de faire-face à la pression découlant du virage ambulatoire et de l'achalandage au soutien à domicile. Le per capita global pondéré a atteint au terme de l'année 2001-2002, 103,55 $.	Les établissements qui prévoient un déficit sont appelés à identifier les mesures à mettre en œuvre pour atteindre l'équilibre budgétaire et en informer la Régie régionale qui doit juger des propositions qui lui seront soumises. Poursuite des travaux afin de documenter et d'expliquer les situations problématiques rencontrées par certains établissements. Prévision d'allocations dans le cadre de l'équité interrégionale en Montérégie pour consolider les ressources en CLSC.
CLSC de la Haute-Yamaska	0 $				
CLSC du Havre		(67 894 $)			
CLSC des Seigneuries	81 141 $				
CLSC La Presqu'Île	3 488 $				
CLSC Huntingdon	20 228 $				
CLSC-CHSLD des Maskoutains	19 057 $				
CLSC du Richelieu	28 112 $				
CLSC Jardins du Québec	268 $				
CLSC Kateri	0 $				
CLSC La Chenaie	82 443 $				
CLSC-CHSLD des Patriotes	73 921 $				
CLSC Longueuil-Est	86 539 $				
CLSC Longueuil-Ouest	8 813 $				
CLSC St-Hubert	43 447 $				
CLSC Samuel de Champlain	7 850 $				
CLSC-CHSLD La Pommeraie		(301 014 $)			
CLSC Seigneurie de Beauharnois	16 843 $				
CLSC-CHSLD Champagnat Vallée des Forts	0 $				

Note : Les montants ci-dessus comprennent les activités principales et accessoires

COMMENTAIRES AU REGARD DE LA SITUATION FINANCIÈRE DES ÉTABLISSEMENTS POUR L'ANNÉE 2001-2002 CATÉGORIE: CENTRES D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE					
ÉTABLISSEMENT	**SITUATION FINANCIÈRE AU 31-3-2002**		**CORRECTIFS DES SITUATIONS DÉFICITAIRES 2001-2002**		
	EN ÉQUILIBRE	**EN DÉFICIT**	**PRINCIPALES MESURES 2001-2002**	**RÉSULTATS 2001-2002**	**MESURES 2002-2003**
Centre Rouville	25 253 $		Versement d'allocations pour rehausser les services aux personnes hébergées en longue durée. Versement d'allocations pour faire face aux coûts de certains médicaments onéreux. Financement de projets d'établissements reliés à l'approche « milieux de vie » et au renouvellement du parc d'équipements.	Le taux de budgétisation moyen des CHSLD est passé de 73,2 % à 74,1 %.	Les établissements qui prévoient un déficit sont appelés à identifier les mesures à mettre en œuvre pour atteindre l'équilibre budgétaire et en informer la Régie régionale qui doit juger des propositions qui lui sont soumises. Poursuite des travaux afin de documenter et d'expliquer les situations problématiques rencontrées par certains établissements.
CA Acton Vale	42 750 $				
Centre du Haut St-Laurent	2 223 $				
CH du comté de Huntingdon		(363 $)			
CHSLD du Bas-Richelieu		(105 $)			
CHSLD Trèfle d'or		(228 650 $)			
CHSLD Horace Boivin		(10 230 $)			
CHSLD de Longueuil	152 474 $				
CHSLD de la MRC de Champlain	17 438 $				
CHSLD du Littoral	153 075 $				
CHSLD des Trois-Rives	63 043 $				

Note : Les montants ci-dessus comprennent les activités principales et accessoires

COMMENTAIRES AU REGARD DE LA SITUATION FINANCIÈRE DES ÉTABLISSEMENTS POUR L'ANNÉE 2001-2002 CATÉGORIE: CENTRES DE RÉADAPTATION					
ÉTABLISSEMENT	**SITUATION FINANCIÈRE AU 31-3-2002**		**CORRECTIFS DES SITUATIONS DÉFICITAIRES 2001-2002**		
	EN ÉQUILIBRE	**EN DÉFICIT**	**PRINCIPALES MESURES 2001-2002**	**RÉSULTATS 2001-2002**	**MESURES 2002-2003**
Centres jeunesse :					
Centres jeunesse de la Montérégie		(3 983 740 $)	Mesures d'économie et d'efficience prévues dans le Plan de relance organisationnelle 2001-2003 de l'établissement.	Des résultats sont attendus pour le 31 mars 2003.	Mêmes mesures qu'en 2001-2002 en vue de l'atteinte de l'équilibre budgétaire au 31 mars 2004.
Déficience physique :					
Centre montérégien de Réadaptation		(29 770 $)	---	---	---
Institut Nazareth et Louis-Braille	25 838 $		---	---	---
Déficience intellectuelle :					
Les Centres Butters-Savoy et Horizon	34 129 $		---	---	---
Les Services de réadaptation du Sud-Ouest et du Renfort	44 073 $		---	---	---
Alcoolisme et toxicomanie :					
Le Virage	83 669 $		---	---	---
Pavillon Foster	38 417 $		---	---	---

Note : Les montants ci-dessus comprennent les activités principales et accessoires

3.3 Organismes communautaires subventionnés dans le cadre du programme SOC

État de situation sur l'exercice du contrôle de conformité

La Régie régionale a procédé à l'analyse des demandes de subvention à partir des informations exigées et des critères d'admissibilité et d'analyse du programme SOC et a attribué les budgets en conformité aux règles et aux conditions rattachées à ce même programme.

Présentation et commentaires des principales données

En l'absence d'un système de données compilées sur les organismes communautaires, il s'avère impossible à ce moment-ci de fournir et de commenter les services rendus par ceux-ci. Ces derniers définissent eux-mêmes leurs orientations, leurs politiques et leurs approches et sont responsables de leur gestion. La Régie régionale finance 375 organismes communautaires répartis dans 25 catégories d'activités qui s'adressent à différents types de clientèles, tels les personnes âgées et en perte d'autonomie, les personnes vivant avec un handicap, les personnes démunies, les jeunes, les familles, etc.

Programme de soutien aux organismes communautaires (SOC) – Organismes communautaires subventionnés

Le nombre d'organismes communautaires subventionnés s'élève à 375. À noter qu'un organisme communautaire peut être subventionné à deux titres : maintien à domicile et promotion et services à la communauté.

Maintien à domicile	2000-2001	2001-2002
Action intégration Brossard	19 893 $	20 670 $
Association de la déficience intellectuelle de la région de Sorel	30 280 $	30 280 $
Association de la sclérose en plaques de la Haute-Yamaska	2 500 $	3 277 $
Association de la sclérose en plaques, section Sorel-Tracy	10 466 $	12 019 $
Association de parents de l'enfance en difficulté de la Rive-Sud,	10 000 $	10 776 $
Association de parents en déficience intellectuelle et physique	28 000 $	28 776 $
Association des familles soutiens des aînés de Saint-Hubert	23 500 $	23 500 $
Association des parents et des handicapés de la Rive-Sud	35 900 $	37 453 $
Association des personnes handicapées de la Rive-Sud Ouest	27 355 $	28 132 $
Association des personnes handicapées de la Vallée du Richelieu	10 000 $	10 777 $
Association des personnes handicapées de Saint-Amable	2 154 $	3 707 $

Maintien à domicile	2000-2001	2001-2002
Association des retraités et préretraités du Bas-Richelieu inc.	33 000 $	33 000 $
Association des usagers pour l'aide à domicile de la Rive-Sud	0 $	1 553 $
Association locale des personnes handicapées de Chambly	19 893 $	20 670 $
Association pour la défense des droits sociaux de Huntingdon	11 500 $	12 277 $
Association sclérose en plaques Rive-Sud	60 000 $	61 553 $
Au moulin de la source	0 $	1 553 $
Centre d'action bénévole « Les p'tits bonheurs »	46 158 $	46 158 $
Centre d'action bénévole d'Iberville et de la région inc.	48 200 $	48 200 $
Centre d'action bénévole de Beauharnois (Le)	45 000 $	45 000 $
Centre d'action bénévole de Bedford et environs inc.	55 000 $	55 000 $
Centre d'action bénévole de Boucherville	77 400 $	77 400 $
Centre d'action bénévole de Contrecoeur « A plein coeur »	23 500 $	23 500 $
Centre d'action bénévole de Cowansville	71 000 $	71 000 $
Centre d'action bénévole de Farnham inc.	61 108 $	61 108 $
Centre d'action bénévole de Granby inc.	78 360 $	78 360 $
Centre d'action bénévole de la Vallée du Richelieu inc.	65 222 $	65 222 $
Centre d'action bénévole de Saint-Césaire	20 403 $	20 403 $
Centre d'action bénévole de St-Hubert	54 000 $	54 000 $
Centre d'action bénévole de St-Jean-sur-Richelieu inc. (Le)	38 777 $	38 777 $
Centre d'action bénévole de Valleyfield inc.	63 312 $	63 312 $
Centre d'action bénévole de Waterloo inc.	65 700 $	65 700 $
Centre d'action bénévole du Bas-Richelieu inc.	50 376 $	50 376 $
Centre d'action bénévole et communautaire La Mosaïque	60 000 $	60 000 $
Centre d'action bénévole L'Actuel	69 529 $	69 529 $
Centre d'action bénévole L'envolée de Ste-Julie	39 860 $	39 860 $
Centre d'action bénévole Marieville et régions	53 000 $	53 000 $
Centre d'action bénévole Soulanges	29 659 $	29 659 $
Centre d'actions bénévoles Intéraction	39 074 $	39 074 $

Maintien à domicile	2000-2001	2001-2002
Centre d'entraide bénévole de St-Amable inc.	48 000 $	48 000 $
Centre d'entraide régional d'Henryville	32 800 $	32 800 $
Centre de bénévolat d'Acton Vale	37 777 $	37 777 $
Centre de bénévolat de la Rive-Sud	256 840 $	256 840 $
Centre de bénévolat de Lacolle et St-Bernard inc.	53 200 $	53 200 $
Centre de bénévolat de St-Basile-le-Grand Inc.	20 000 $	20 000 $
Centre de bénévolat de St-Hyacinthe inc. (Le)	107 988 $	107 988 $
Club 3ième âge de Farnham inc.	12 000 $	12 777 $
Club des handicapés de Farnham inc.	11 000 $	12 553 $
Club St-Luc de Verchères	19 893 $	20 670 $
Coin chez-nous (1983) inc. (Un)	45 000 $	45 000 $
Comité popote roulante de Cowansville inc. (Le)	12 000 $	12 000 $
Comité régional des retraités et préretraités du comté de Huntingdon	18 000 $	19 553 $
Entraide 3e âge maskoutaine	75 372 $	76 925 $
Entraide Chez Nous (L')	23 209 $	24 762 $
Équipe d'accompagnement «Au Diapason» (L')	0 $	1 553 $
Fondation de la Sclérose en plaque Le Bon St-Pierre inc. (La)	11 000 $	11 777 $
Jonathan de Soulanges inc.	20 000 $	20 777 $
Joyeux retraités de Longueuil	3 000 $	4 553 $
Loisirs thérapeutiques de St-Hubert (1983) (Les)	42 022 $	42 022 $
Lucioles de St-Hubert (Les)	2 000 $	3 553 $
Lunch club soleil	2 000 $	3 553 $
Maison des aînés de Soulanges (La)	40 391 $	41 944 $
Organisation de Valleyfield des personnes atteintes de cancer	0 $	1 553 $
Parrainage civique de la Vallée du Richelieu	20 000 $	31 553 $
Parrainage civique de Vaudreuil Soulanges	42 025 $	42 025 $
Parrainage civique du Haut-Richelieu	50 000 $	50 777 $
Parrainage civique région maskoutaine	19 420 $	20 197 $
Parrainage civique Saint-Hubert	0 $	1 553 $

Maintien à domicile	2000-2001	2001-2002
Popote de la région de Bedford (La)	3 500 $	3 500 $
Popote roulante de Châteauguay	12 000 $	12 000 $
Popote roulante de l'Ange-Gardien	3 300 $	3 300 $
Popotes roulantes du Carrefour du partage de Salaberry-de-Valleyfield (Les)	15 000 $	15 000 $
Présence Amie de la Montérégie	39 980 $	41 533 $
Roseraie Bleue Rayon d'Espoir inc (La)	0 $	1 553 $
SABEC (Services d'accompagnement bénévole et communautaires)	0 $	1 553 $
Service bénévole de Châteauguay	65 750 $	65 750 $
Service d'accompagnement médical intensif (SAMI)	0 $	1 553 $
Service d'action bénévole «Au cœur du Jardin» Inc.	95 178 $	95 178 $
Société Alzheimer du Haut-Richelieu	22 615 $	22 615 $
Transport bénévole Beauharnois-Salaberry	14 450 $	16 003 $
TOTAL	**2 775 789 $**	**2 832 384 $**
Nombre d'organismes communautaires subventionnés pour des Services de maintien à domicile	**72**	**80**

Promotion et services à la communauté	2000-2001	2001-2002
Abri de la Rive-Sud	0 $	11 553 $
Accolade Châteauguay (L')	18 141 $	19 694 $
Accueil pour elle (L')	296 273 $	337 773 $
Action intégration Brossard	6 500 $	7 276 $
Action jeunesse Roussillon	312 $	1 865 $
Action jeunesse St-Pie X de Longueuil inc.	67 500 $	71 553 $
Actions jeunes St-Luc	312 $	1 865 $
Adoléus inc. (L')	20 000 $	24 053 $
Aide arthrite du Bas-Richelieu	0 $	1 553 $
Aiguillage (L')	0 $	1 553 $
Alternative - Centregens	58 406 $	59 959 $

Promotion et services à la communauté	2000-2001	2001-2002
Alternative en santé mentale l'Autre Versant inc.	21 401 $	22 954 $
Alternative jeunesse Richelieu-Yamaska	276 314 $	277 867 $
Alternative-jeunesse de l'Estrie	176 781 $	178 334 $
Ami-Québec Alliance pour les malades mentaux inc.	0 $	1 553 $
Ancre et ailes du Haut St-Laurent	0 $	1 553 $
Antre-temps Longueuil (L'), service d'aide aux jeunes adultes	263 551 $	265 078 $
Après-coup	136 726 $	138 279 $
Arc-en-ciel Vaudreuil-Soulange	0 $	1 553 $
Arche Beloeil inc. (L')	186 453 $	188 006 $
Association Action-Plus Brôme-Missisquoi inc. (L')	4 500 $	6 053 $
Association Avante	0 $	22 631 $
Ass. Can. Pour la santé mentale filiale Sorel-St-Joseph-Tracy	0 $	1 553 $
Ass. Canadienne pour la santé mentale, filiale du Haut-Richelieu	0 $	1 553 $
Ass.d'entraide en santé mentale «L'Éveil» de Brome-Missisquoi	4 516 $	6 069 $
Association de la déficience intellectuelle de la région de Sorel	0 $	1 553 $
Association de la fibromyalgie région Montérégie	0 $	1 553 $
Association de la Rive-Sud pour la déficience intellectuelle	0 $	1 553 $
Association de la sclérose en plaques de la Haute-Yamaska	4 457 $	5 233 $
Association de parents de l'enfance en difficulté de la Rive-Sud	18 209 $	5 777 $
Ass.de parents de personnes handicapées de Brome-Missisquoi	12 455 $	14 008 $
Association de parents en déficience intellectuelle et physique	25 835 $	26 611 $
Ass.des devenus sourds et des malentendants du Québec, Rive-Sud	6 000 $	7 553 $
Ass.des devenus sourds et des malentendants du Québec, Sud-Ouest	12 587 $	14 140 $
Ass.des familles monoparentales et recomposées de St-Hyacinthe	0 $	1 553 $
Ass. Des parents des enfants handicapés de la région de St-Hyacinthe	6 921 $	8 474 $
Association des parents en difficultés	3 021 $	0 $
Ass.des parents et amis de la personne atteinte de maladie mentale	10 074 $	11 627 $
Ass.des parents et amis du malade mental de Granby et région	0 $	1 553 $
Ass.des parents et amis du malade mental de St-Hyacinthe Le Phare	0 $	1 553 $

Promotion et services à la communauté	2000-2001	2001-2002
Association des personnes aphasiques du Richelieu-Yamaska	6 921 $	8 474 $
Association des personnes aphasiques Granby-région	3 585 $	5 138 $
Association des personnes handicapées de la Rive-Sud Ouest	17 500 $	21 297 $
Association des personnes handicapées de la Vallée du Richelieu	0 $	13 985 $
Association des personnes handicapées physiques de Cowansville	12 454 $	14 007 $
Association des personnes handicapées Sorel-Tracy	22 501 $	24 054 $
Ass.des usagers des transports adaptés pers.handicapées Rive-Sud	0 $	1 553 $
Association du diabète de Brome-Missisquoi (L')	0 $	1 553 $
Ass.du Québec pour enfants avec problèmes auditifs Montréal	5 000 $	6 553 $
Association Granby pour la déficience intellectuelle	0 $	1 553 $
Association Le vaisseau d'or (APAMM)	0 $	1 553 $
Association locale des personnes handicapées de Chambly	2 000 $	2 776 $
Association pour la défense des droits sociaux de Huntingdon	3 000 $	3 776 $
Ass.pour le rétablissement des accidentés vasculaires-cérébraux	5 303 $	6 856 $
Ass.québécoise défense des droits des personnes retraitées Richelieu	0 $	1 553 $
Ass.québécoise de défense des droits des personnes retraités Granby	0 $	1 553 $
Ass.québécoise des troubles d'apprentissage de Bedford	0 $	1 553 $
Ass.québécoise pour les enfants atteints d'audimutité Rive-sud	3 000 $	4 553 $
Ateliers transition inc. (Les)	0 $	53 553 $
Au Coeur de l'unisson	23 260 $	24 813 $
Au moulin de la source	27 754 $	27 754 $
Auberge sous mon toit inc.	221 500 $	248 074 $
Avant-garde en santé mentale (L')	18 141 $	19 694 $
AVIF (Action sur la violence et intervention familiale)	91 668 $	93 221 $
Barbaparents (Les)	6 000 $	7 553 $
Bénado inc.	138 674 $	140 227 $
Boîte à lettres de Longueuil (La)	0 $	1 553 $
Bouffe additionnelle (La)	10 000 $	11 553 $

Promotion et services à la communauté	2000-2001	2001-2002
Café des deux pains de Valleyfield	10 000 $	11 553 $
Campagnol des jardins de Napierville centre de jour (Le)	18 140 $	19 693 $
Cap (Le)	0 $	1 553 $
Carrefour communautaire l'Arc-en-ciel	2 890 $	2 890 $
Carrefour du partage de Salaberry de Valleyfield	14 301 $	15 854 $
Carrefour familial du Richelieu	30 496 $	32 049 $
Carrefour jeunesse d'Iberville	57 500 $	61 553 $
Carrefour jeunesse Longueuil Rive-Sud	189 839 $	191 392 $
Carrefour Le Moutier	40 000 $	41 553 $
Carrefour Mousseau	37 257 $	38 810 $
Carrefour naissance-famille du Bas-Richelieu	34 325 $	35 878 $
Carrefour pour elle	290 385 $	333 225 $
Centre amitié-jeunesse Chambly inc.	57 500 $	61 553 $
Centre communautaire de Châteauguay inc.	12 500 $	14 053 $
Centre communautaire de St-Roch-de-Richelieu	0 $	1 553 $
Centre communautaire Notre-Dame inc.	9 500 $	11 053 $
Centre d'action bénévole « Les p'tits bonheurs »	8 000 $	8 000 $
Centre d'action bénévole d'Iberville et de la région inc.	10 000 $	10 000 $
Centre d'action bénévole de Beauharnois (Le)	10 000 $	10 000 $
Centre d'action bénévole de Bedford et environs inc.	8 000 $	8 000 $
Centre d'action bénévole de Boucherville	8 750 $	8 750 $
Centre d'action bénévole de Cowansville	8 000 $	8 000 $
Centre d'action bénévole de Farnham inc.	8 000 $	8 000 $
Centre d'action bénévole de Granby inc.	8 750 $	8 750 $
Centre d'action bénévole de la Vallée du Richelieu inc.	15 000 $	15 000 $
Centre d'action bénévole de St-Hubert	8 000 $	8 000 $
Centre d'action bénévole de St-Jean-sur-Richelieu inc. (Le)	8 000 $	8 000 $
Centre d'action bénévole de Valleyfield inc.	20 000 $	20 000 $
Centre d'action bénévole de Waterloo inc.	16 000 $	16 000 $

Promotion et services à la communauté	2000-2001	2001-2002
Centre d'action bénévole du Bas-Richelieu inc.	14 000 $	14 000 $
Centre d'action bénévole et communautaire La Mosaïque	9 375 $	9 375 $
Centre d'action bénévole L'Actuel	8 000 $	8 000 $
Centre d'action bénévole Marieville et régions	5 500 $	5 500 $
Centre d'action bénévole Soulanges	8 000 $	8 000 $
Centre d'action bénévoles Intéraction	8 219 $	8 219 $
Centre d'aide et de lutte contre les agressions sexuelles Granby	100 000 $	261 553 $
Centre d'aide et de lutte contre les agressions sexuelles La Vigie	100 000 $	261 553 $
Centre d'aide et de prévention d'assauts sexuels (CAPAS)	110 000 $	251 553 $
Centre d'animation mère-enfant de St-Bruno inc.	2 000 $	3 553 $
Centre d'assistance et d'accompagnement aux plaintes - Montérégie	128 120 $	170 883 $
Centre d'entraide La Boussole inc.	29 777 $	31 330 $
Centre d'information et documentation des femmes Haut-Richelieu	74 560 $	85 000 $
Centre d'Intervention-Jeunesse des Maskoutains (Le)	0 $	1 553 $
Centre de bénévolat de la Rive-Sud	20 000 $	20 000 $
Centre de bénévolat de St-Hyacinthe inc. (Le)	11 550 $	11 550 $
Centre de dépannage du Haut-Richelieu	2 000 $	3 553 $
Centre de distribution alimentaire de la Rive-Sud	60 000 $	61 553 $
Centre de femmes « La Moisson »	70 000 $	85 000 $
Centre de femmes de la Vallée des Patriotes	70 000 $	85 000 $
Centre de femmes l'Éclaircie	78 500 $	94 276 $
Centre de femmes La Marg'Elle inc.	22 000 $	85 000 $
Centre de formation à l'autogestion du Haut-Richelieu	19 980 $	21 533 $
Centre de la petite enfance les Pommettes rouges	21 724 $	3 757 $
Centre de prévention du suicide de la Haute-Yamaska inc.	64 075 $	65 628 $
Centre de répit-dépannage Aux quatre poches inc.	0 $	1 553 $
Centre de ressources familiales du Haut St-Laurent	7 987 $	9 540 $
Centre de solidarité familiale «Sourire sans faim»	16 519 $	18 072 $

Promotion et services à la communauté	2000-2001	2001-2002
Centre de transition Perceval inc.	51 577 $	53 130 $
Centre jeunesse «Le trait d'union»	57 500 $	61 553 $
Centre Le Faré	22 000 $	90 611 $
Centre Louise Bibeau inc.	0 $	1 553 $
Centre Notre-Dame de Fatima	6 000 $	7 553 $
Centre parents-enfants de Vaudreuil-Soulanges inc.	19 069 $	20 622 $
Centre périnatal Le Berceau	9 000 $	10 553 $
Centre Sino-Québec de la Rive-Sud	25 000 $	26 553 $
Centre sur l'Autre-Rive inc.	248 076 $	254 732 $
Champignoles de Farnham inc. (Les)	4 777 $	6 330 $
Clé sur la porte, maison d'héb. pour femmes victimes de violence	293 425 $	325 330 $
Club 3^{ième} âge de Farnham inc.	5 500 $	6 276 $
Club des jeunes de Longueuil	0 $	1 553 $
Club St-Luc de Verchères	2 000 $	2 776 $
Coin du partage de Beauharnois inc. (Le)	0 $	1 553 $
Collective par et pour Elle inc.	73 370 $	89 146 $
Com'femme	0 $	22 631 $
Complexe Le Partage	0 $	1 553 $
Contact Richelieu-Yamaska	24 000 $	25 553 $
Croisée de Longueuil inc. (La)	0 $	1 553 $
Cuisine collective Soulanges	0 $	1 553 $
Cuisines collectives de la Montérégie (Les)	5 000 $	6 553 $
D'main de femmes	33 530 $	85 000 $
Éclusier du Haut-Richelieu	13 393 $	14 946 $
École de la vie de Longueuil (L')	0 $	1 553 $
Élan demain inc. (L')	18 394 $	19 947 $
Entr'Elles Granby inc.	123 000 $	138 776 $
Entraide pour hommes Vallée du Richelieu Inc. (L')	50 000 $	51 553 $
Entraide pour monoparentales et familles recomposées du Suroît	0 $	1 553 $

Promotion et services à la communauté	2000-2001	2001-2002
Entre Ailes Ste-Julie	0 $	22 631 $
Epilepsie Granby et Région inc.	3 500 $	5 053 $
Espace Châteauguay	49 727 $	133 826 $
Espace Suroît	66 591 $	116 962 $
Exit de Waterloo (L')	57 500 $	61 553 $
FADOQ – Région Rive-Sud-Suroît	0 $	1 553 $
Famille à coeur inc.	23 863 $	25 416 $
Filiale Rive-Sud de l'ACSM.	0 $	1 553 $
Fondation de la Sclérose en plaque Le Bon St-Pierre inc. (La)	13 842 $	14 618 $
Foyer St-Antoine de Longueuil inc. (Le)	113 908 $	115 461 $
Gîtes des oies blanches inc. (Les)	13 452 $	15 005 $
Grand rassemblement des aînés de Vaudreuil et Soulanges	0 $	1 553 $
Grands frères et les grandes soeurs de la région de Châteauguay	12 992 $	14 545 $
Grands frères et les grandes soeurs de la Vallée du Richelieu inc	8 638 $	10 191 $
Grands frères et les grandes soeurs de Saint-Hyacinthe (Les)	6 572 $	8 125 $
Grands frères/grandes soeurs du Suroît inc.	26 592 $	28 145 $
Grenier aux trouvailles (Partage sans faim)	5 000 $	6 553 $
Groupe d'entraide «Le Cachou» de St-Hubert	16 400 $	17 953 $
Groupe d'entraide «Pi-Après»	0 $	1 553 $
Groupe d'entraide GEME	10 000 $	11 553 $
Groupe d'entraide l'Arc-en-ciel des Seigneuries	0 $	1 553 $
Groupe d'entraide L'Arrêt-Court, Sorel	0 $	1 553 $
Groupe d'entraide l'expression libre du Haut-Richelieu	0 $	1 553 $
Groupe d'entraide le Dahlia de Beauharnois (Le)	4 000 $	5 553 $
Groupement des ass. de personnes handicapées de la Rive-Sud	0 $	1 553 $
Groupement des ass.de personnes handicapées Richelieu-Yamaska	0 $	1 553 $
Halte familiale (La)	0 $	1 553 $
Halte Soleil	13 344 $	14 897 $

Promotion et services à la communauté	2000-2001	2001-2002
Héb.d'urgence violence conjugale Vaudreuil-Soulanges (La Passerelle)	119 354 $	156 010 $
Hébergement l'Entre-Deux	292 169 $	293 722 $
Hébergement la CASA Bernard Hubert	291 449 $	301 039 $
Hébergement Maison de la Paix inc.	67 000 $	68 553 $
Horizon pour elle inc.	269 089 $	299 899 $
Horizon Soleil, Table de concertation de prévention des toxicomanies	0 $	1 553 $
Hyper-Lune	0 $	1 553 $
Inform'elle inc.	73 101 $	85 000 $
Jeunes adultes gais et lesbiennes de Saint-Hyacinthe	12 000 $	13 553 $
Jeunesse Beauharnois	57 500 $	61 553 $
Jeunesse sans pareille	312 $	1 865 $
Jonathan de Soulanges inc.	7 966 $	8 742 $
Justice alternative du Suroît	205 804 $	207 357 $
Loisirs thérapeutiques de St-Hubert (1983) (Les)	9 000 $	9 000 $
Maison alternative de développement humain (MADH) inc.	170 670 $	172 223 $
Maison d'aide et d'hébergement La Re-source de Châteauguay	271 585 $	306 770 $
Maison d'hébergement dépannage de Valleyfield MHDV	42 500 $	44 053 $
Maison d'hébergement et de transition l'Égide	0 $	1 553 $
Maison d'hébergement pour personnes en difficulté de Granby Inc.	25 100 $	26 653 $
Maison d'hébergement RSSM	79 860 $	81 413 $
Maison d'hébergement Simone-Monet-Chartrand	252 717 $	292 437 $
Maison d'intervention Vivre	259 968 $	261 521 $
Maison de jeunes Sac-Ado	57 500 $	61 553 $
Maison de Jonathan inc. (La)	55 374 $	56 927 $
Maison de l'amitié Omer inc.	220 001 $	228 161 $
Maison de la famille de Brossard (La)	0 $	1 553 $
Maison de la famille de la Vallée du Richelieu (La)	8 638 $	8 638 $
Maison de la famille de Lemoyne	0 $	1 553 $
Maison de la famille des Maskoutains (La)	17 746 $	17 746 $

Promotion et services à la communauté	2000-2001	2001-2002
Maison de la famille Joli-Coeur inc. (La)	4 000 $	5 553 $
Maison de la famille Valoise inc.	4 866 $	4 866 $
Maison de la jeunesse douze-dix-sept de Valleyfield	57 500 $	61 553 $
Maison de la Petite Enfance (La)	13 288 $	14 841 $
Maison de quartier Désormeaux	12 655 $	14 208 $
Maison de quartier Réjean Lavallée	0 $	1 553 $
Maison de répit Déragon inc.	0 $	1 553 $
Maison de répit l'Intermède	13 209 $	14 762 $
Maison des familles de Granby et région	0 $	16 553 $
Maison des jeunes L'Entracte Ste-Martine, St-Paul de Châteauguay	20 000 $	24 053 $
Maison des jeunes «Le Boum» (La)	15 078 $	21 553 $
Maison des jeunes «Le Dôme» inc.	67 500 $	71 553 $
Maison des jeunes Châtelois inc.	77 500 $	81 553 $
Maison des jeunes d'Acton Vale (La)	57 500 $	61 553 $
Maison des jeunes de Beaujeu (La)	312 $	1 865 $
Maison des jeunes de Contrecoeur inc.	59 000 $	63 053 $
Maison des jeunes de Farnham inc.	57 500 $	61 553 $
Maison des jeunes de Granby inc.	57 500 $	61 553 $
Maison des jeunes de Huntingdon inc. (La)	57 500 $	61 553 $
Maison des jeunes de La Prairie (La)	0 $	1 553 $
Maison des jeunes de Longueuil	57 500 $	61 553 $
Maison des jeunes de Rigaud (La)	17 307 $	21 553 $
Maison des jeunes de Saint-Bruno inc.	57 500 $	61 553 $
Maison des jeunes de Sainte-Angèle-de-Monnoir	0 $	1 553 $
Maison des jeunes de Sainte-Anne-de-Sorel «Le phare des jeunes»	312 $	1 865 $
Maison des jeunes de Sainte-Julie inc. (La)	57 500 $	61 553 $
Maison des jeunes de Sorel inc.	67 500 $	71 553 $
Maison des jeunes de St-Hyacinthe (La)	57 500 $	61 553 $

Promotion et services à la communauté	2000-2001	2001-2002
Maison des jeunes de St-Rémi inc. (La)	57 500 $	61 553 $
Maison des jeunes de Sutton inc. (La)	15 078 $	21 553 $
Maison des jeunes de Tracy L'Air du temps inc.	58 236 $	62 289 $
Maison des jeunes de Varennes inc.	57 500 $	61 553 $
Maison des jeunes de Vaudreuil-Dorion	15 000 $	21 553 $
Maison des jeunes de Verchères (La)	77 500 $	81 553 $
Maison des Jeunes des Quatre Fenêtres inc. (La)	57 500 $	61 553 $
Maison des jeunes des quatre lieux	15 000 $	21 553 $
Maison des jeunes l'escalier en mon temps	83 750 $	86 553 $
Maison des jeunes La piaule de Boucherville	312 $	1 865 $
Maison du Goéland de la Rive-sud (La)	0 $	1 553 $
Maison familiale de Valleyfield (La)	0 $	1 553 $
Maison hébergement pour elles	270 907 $	303 946 $
Maison Hina inc.	246 608 $	268 207 $
Maison internationale de la Rive-Sud inc.	18 000 $	19 553 $
Maison Jacques-Ferron	55 000 $	56 553 $
Maison l'Alcôve inc.	273 311 $	282 587 $
Maison La Margelle inc.	220 000 $	221 553 $
Maison La Source du Richelieu	175 687 $	212 240 $
Maison La Virevolte	53 052 $	54 605 $
Maison Le Baluchon	221 500 $	219 517 $
Maison Le Passeur	29 408 $	30 961 $
Maison le Point Commun	179 047 $	180 600 $
Maison Répit-Vacances inc.	0 $	1 553 $
Maison sous les arbres	141 578 $	143 131 $
Marraines d'allaitement maternel (MAM)	13 154 $	14 707 $
Matinées Mères-Enfants inc.	0 $	1 553 $
Mesures alternatives jeunesse du Bas-Richelieu inc.	76 763 $	78 316 $
Moisson sud-ouest	60 000 $	61 553 $

Promotion et services à la communauté	2000-2001	2001-2002
Mouv. Action découverte pour personnes handicapées Châteauguay	14 022 $	15 575 $
Mouvement action loisirs (MALI)	7 086 $	8 639 $
Mouvement SEM (sensibilisation pour une enfance meilleure)	50 000 $	51 553 $
MTS Sida Montérégie: aide et prévention	63 155 $	64 708 $
Organisation mère-enfant de Ste-Julie inc.	4 000 $	5 553 $
Organisme de prévention toxicomanie l'option Brôme-Missisquoi	5 841 $	7 394 $
Orientation jeunesse de la Haute-Yamaska	5 121 $	6 674 $
Pacte de rue inc. (Le)	0 $	1 553 $
Parenfant de la région de Brome-Missisquoi (Le)	0 $	1 553 $
Parentr'aide (La)	15 755 $	17 308 $
Parents d'enfants hand.avec difficultés d'adaptation ou apprentissage	0 $	1 553 $
Parrainage civique de Vaudreuil Soulanges	8 618 $	8 618 $
Parrainage civique du Haut-Richelieu	4 000 $	4 776 $
Parrainage civique région maskoutaine	8 000 $	8 776 $
Partenaires de la petite enfance de Longueuil-O: une initiative 123 Go	0 $	1 553 $
Pavillon Marguerite de Champlain	282 498 $	317 317 $
Petit pont (Le)	16 355 $	34 215 $
Phare source d'entraide (Le)	4 515 $	6 068 $
Phobies-Zéro	32 796 $	34 349 $
Pont du Suroît (Le)	16 589 $	18 142 $
Porte du passant inc. (La)	5 000 $	6 553 $
Porte ouverte maison des jeunes (La)	57 500 $	61 553 $
Premiers pas et sa version Home-Start	18 766 $	20 319 $
Premiers répondants des moissons	0 $	1 553 $
Programme action jeunesse de Candiac	57 500 $	61 553 $
Programme d'aide aux jeunes mères-célibataires en difficulté: L'Envol	32 600 $	34 153 $
Programme d'intervention jeunesse (PIJ)	312 $	1 865 $
Projet Sage	0 $	1 553 $

Promotion et services à la communauté	2000-2001	2001-2002
Psycohésion	4 000 $	5 553 $
Re-Nou-Vie	25 320 $	106 276 $
Réconfort pour avancer	0 $	1 553 $
Regroupement d'entraide des personnes en perte d'autonomie	0 $	1 553 $
Regroupement des aidants naturels de Granby (RANG)	9 456 $	9 456 $
Regroupement des aveugles et amblyopes du Montréal métropolitain	20 000 $	21 553 $
Regroupement des centres d'action bénévole de la Montérégie	0 $	1 553 $
Regr. des personnes handicapées de la région de Beauharnois	0 $	1 553 $
Regroupement des personnes handicapées région du Haut-Richelieu	3 500 $	5 053 $
Regroupement en prévention de la toxicomanie «L'Arc-en-Ciel»	0 $	1 553 $
Regroupement entraide pour la mère et ses enfants de Bedford	6 370 $	7 923 $
Rencontre Châteauguoise (La)	20 000 $	21 553 $
Repas du passant (Le)	0 $	1 553 $
Rescousse, regr.des parents de personnes handicapées Châteauguay	14 021 $	15 574 $
Résidence Elle du Haut-St-Laurent	36 272 $	72 825 $
Résidence Martin Adam inc.	109 500 $	111 053 $
Ressource de transition le Tournant	204 970 $	206 523 $
Ressources alternatives Rive-Sud	545 559 $	547 112 $
Ressources pour hommes de la Haute-Yamaska	86 668 $	88 221 $
Roseraie Bleue Rayon d'Espoir inc (La)	16 000 $	16 000 $
S.O.S. Dépannage Granby et région inc.	49 950 $	51 503 $
Satellite regroupement en prévention de la toxicomanie	7 542 $	9 095 $
Service bénévole de Châteauguay	6 500 $	6 500 $
Service d'entraide Vie nouvelle (Le)	73 101 $	85 000 $
Service d'interprétation visuelle et tactile du Montréal-Métropolitain	25 000 $	26 553 $
Service d'intervention en santé mentale - ESPOIR	320 641 $	322 194 $
Service des travaux communautaires de Châteauguay inc.	103 108 $	104 661 $
Société Alzheimer de Granby et région	2 000 $	2 000 $
Société canadienne de la sclérose en plaques (section Montérégie)	0 $	1 553 $

Promotion et services à la communauté	2000-2001	2001-2002
Société pour l'épanouissement des jeunes de St-Amable (La)	312 $	1 865 $
Source des Monts inc. (La)	83 202 $	84 755 $
Station de l'Aventure (La)	0 $	1 553 $
Table région.des org.communautaires et bénévoles de la Montérégie	130 000 $	131 553 $
Tel-aide région de Valleyfield	0 $	1 553 $
Trait-d'Union Montérégien	25 466 $	27 019 $
Transition pour elles inc.	10 287 $	11 840 $
Travaux communautaires du Haut-Richelieu inc.	192 997 $	194 550 $
Traversée Rive-Sud (La)	136 000 $	225 553 $
Une affaire de famille	0 $	1 553 $
Unité Domrémy de Sorel	5 000 $	6 553 $
Via L'Anse	29 408 $	30 961 $
Vision inter-cultures	10 000 $	11 553 $
Voie d'accès	16 306 $	0 $
TOTAL	**15 055 363 $**	**17 264 166 $**
Nombre d'organismes communautaires subventionnés pour la Promotion et les services à la communauté	**260**	**336**
GRAND TOTAL	**17 831 152 $**	**20 096 550 $**

3.4 Financement des organismes communautaires - critères d'admissibilité

En novembre 2000, la Régie régionale a adopté un cadre de référence pour l'allocation des subventions destinées aux organismes communautaires de la Montérégie. Ce cadre prévoit l'ajout de deux nouveaux critères d'admissibilité. L'organisme communautaire doit tenir des activités depuis au moins un an et avoir un siège social en Montérégie.

3.5 Autorisations d'emprunt temporaire aux établissements publics

Au cours de l'exercice 2001-2002, vingt (20) autorisations d'emprunt temporaire reliées aux dépenses en immobilisations ont été accordées par la Régie régionale à l'ensemble des établissements publics pour un montant de 3 761 596 $.

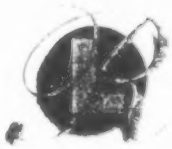
3.6 Autorisations d'emprunt temporaire au 31 mars 2002 par rapport au total des budgets bruts de fonctionnement des établissements

Au 31 mars 2002, l'ensemble des autorisations d'emprunt temporaire reliées aux dépenses en immobilisations totalise 12 780 770 $, représentant 1,11 % du budget brut des établissements.

CHAPITRE 4 - ÉTATS FINANCIERS DE LA RÉGIE RÉGIONALE

Rocheleau Labranche
et Associés
Société en nom collectif de comptables agréés

ATTESTATION DES VÉRIFICATEURS



Aux membres du conseil d'administration de la
Régie Régionale de la Santé et des Services sociaux de la Montérégie

Nous avons vérifié les états financiers, renseignements complémentaires, données et annexes du rapport financier annuel de la Régie Régionale de la Santé et des Services sociaux de la Montérégie, pour l'exercice terminé le 31 mars 2002 conformément aux normes de vérifications généralement reconnues.

Le 30 mai 2002, nous avons émis une opinion sans restriction sur le rapport financier annuel à l'exception du fait que le fonds affecté des Services pré-hospitaliers d'urgence et de transport d'usagers entre les établissements ainsi que le fonds affecté Familles d'accueil adultes-personnes âgées présentent des soldes de fonds déficitaire, ce qui est contraire aux normes et pratiques de gestion du Manuel de gestion financière.

Les renseignements financiers inclus dans les états financiers sommaires concordent avec ceux contenus dans le rapport financier annuel du 31 mars 2002 duquel ils sont extraits.

Rocheleau Labranche & associés
Société en nom collectif de comptables agréés

Boucherville, le 29 août 2002

1205, rue Ampère
Suite 206
Boucherville (Québec)
J4B 7M6
Tél.: 450.449.3930
Fax: 450.449.3978
rocleb@total.net
www.rocleb.com

360, boul. de la Seigneurie ouest
Bureau 200
Blainville (Québec)
J7C 5A1
Tél.: 450.433.2222
Fax: 450.433.2612

RÉGIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA MONTÉRÉGIE

FONDS D'EXPLOITATION
Activités principales et activités accessoires

ÉTAT DES PRODUITS ET CHARGES
Exercice terminé le 31 mars 2002

PRODUITS	
Subventions du MSSS	13 308 341 $
Intérets sur l'encaisse	136 829
Contribution des fonds affectés	532 795
Autres	2 694 922
	16 672 887 $
CHARGES	
Salaires	10 402 369 $
Charges sociales	1 065 587
Frais de déplacements	270 655
Services achetés	1 193 029
Communications	362 022
Loyer	912 322
Location d'équipement	38 798
Fournitures de bureau	297 108
Autres frais	1 626 123
Immobilisations	265 710
	16 433 723 $
SURPLUS DE L'EXERCICE	239 164 $

BILAN
Au 31 mars 2002

ACTIF	
Encaisse	669 111 $
Débiteurs MSSS	261 871
Débiteurs établissements	707 317
Débiteurs autres	365 498
Charges payées d'avance	26 406
	2 030 203 $
PASSIF	
Découvert de banque	0 $
Créditeurs et charges a payer	1 329 624
Produits reportés	31 121
	1 360 745 $
SOLDE DU FONDS	
Solde au debut	436 647 $
Ajustement	(6 353)
Surplus de l'exercice	239 164
Solde a la fin	669 458 $
	2 030 203 $

FONDS DES IMMOBILISATIONS

ÉTAT DES PRODUITS ET CHARGES
Exercice terminé le 31 mars 2002

PRODUITS	
Contribution du fonds d'exploitation	265 710 $
Contribution des autres fonds	242 288
Autres	67 614
	575 612 $
CHARGES	
Radiation de logiciels	7 773 $
Projet autofinancé-Aménagement CSST	11 813
	19 586 $
SURPLUS DE L'EXERCICE	556 026 $

BILAN
Au 31 mars 2002

ACTIF	
Encaisse	1 428 $
MSSS-Intérêts sur emprunts	30 336
Immobilisations	6 698 785
	6 730 549 $
PASSIF	
Emprunt de banque	173 817 $
SOLDE DU FONDS	
Solde au debut	6 000 706 $
Variation de l'exercice	556 026
Solde à la fin	6 556 732 $
	6 730 549 $

RÉGIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA MONTÉRÉGIE

FONDS DES ACTIVITÉS RÉGIONALISÉES

ÉTAT DES PRODUITS ET CHARGES
Exercice terminé le 31 mars 2002

PRODUITS		
Contributions d'établissements	2 437 465	$
Autres	1 967 438	
	4 404 903	$
CHARGES		
Salaires	2 429 264	$
Charges sociales	246 230	
Frais de déplacements	122 609	
Services achetés	1 048 945	
Communications	91 168	
Loyer	201 695	
Location d'équipement	9 263	
Fournitures de bureau	104 847	
Autres frais	61 878	
Immobilisations	78 284	
	4 394 183	$
SURPLUS DE L'EXERCICE	10 720	$

BILAN
Au 31 mars 2002

ACTIF		
Encaisse	33 135	
Débiteurs établissements	875 759	$
Débiteurs autres	53 779	
Charges payés d'avance	5 916	
Immobilisations	1 159 910	
	2 128 499	$
PASSIF		
Découvert de banque	291 251	$
Créditeurs et charges a payer	287 302	
	578 553	$
SOLDE DU FONDS		
Solde au debut	1 439 879	$
Ajustement	99 347	
Surplus de l'exercice	10 720	
Solde à la fin	1 549 946	$
	2 128 499	$

RÉGIE RÉGIONALE DES LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA MONTÉRÉGIE

SOMMAIRE DES AUTRES FONDS GÉRÉS

Exercice terminé le 31 mars 2002

	IMMOBILISATIONS DES ÉTABLISSEMENTS	ÉQUIPEMENTS DES ÉTABLISSEMENTS	LOCATIONS D'ESPACES	EXPÉRIENCE DE TRAVAIL
ACTIF				
Encaisse		475 914 $	1 374 961 $	58 006 $
Débiteurs MSSS	15 773 278 $	24 407 807 $		
Débiteurs établissements	5 354 442 $	12 560 304 $		
Autres		20 739 $		
ACTIF À LONG TERME		163 392 500 $		
	21 127 720 $	200 857 264 $	1 374 961 $	58 006 $
PASSIF				
Découvert bancaire	57 317 $			
Emprunt bancaire (capital)	5 354 442 $	12 543 594 $		
Emprunt bancaire (intérets)	49 640 $	280 714 $		
Créditeurs et charges a payer		39 021 $		
Créditeurs établissements	8 130 859 $	29 901 928 $	1 353 461 $	
Subvention reportée				
DETTE À LONG TERME		163 392 500 $		
	13 592 258 $	206 157 757 $	1 353 461 $	0 $
SOLDE DU FONDS AU DÉBUT	1 599 979 $	1 861 717 $	909 $	57 327 $
PRODUITS				
Subventions du MSSS - Capital	12 630 413 $	31 321 585 $	12 500 274 $	
Subventions du MSSS - Intérêts	189 116 $	10 301 122 $		
Intérêts sur l'encaisse			21 499 $	1 215 $
Autres	6 565 $	1 146 722 $		800 $
	12 826 094 $	42 769 429 $	12 521 773 $	2 015 $
CHARGES				
Intérets sur emprunt	189 116 $	10 301 121 $		
Attributions établissements	6 626 663 $	37 327 573 $	12 501 182 $	
Contributions au fonds d'expl				
Autres	74 832 $	2 302 945 $		1 336 $
	6 890 611 $	49 931 639 $	12 501 182 $	1 336 $
SOLDE DU FONDS A LA FIN	7 535 462 $	(5 300 493) $	21 500 $	58 006 $
	21 127 720 $	200 857 264 $	1 374 961 $	58 006 $

RÉGIE RÉGIONALE DES LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA MONTÉRÉGIE
SOMMAIRE DES AUTRES FONDS GÉRÉS
Exercice terminé le 31 mars 2002

	SERVICES PRÉHOSPITALIERS	SANTÉ PUBLIQUE	COORDINATION EN MATIÈRE SSS	FAMILLES D'ACCUEIL ADULTES PA
ACTIF				
Encaisse		1 544 515 $	166 650 $	
Débiteurs MSSS	1 172 579 $	576 077 $	1 334 827 $	
Débiteurs établissements	782 669 $	312 607 $	250 $	
Autres	1 092 874 $	36 279 $	3 348 $	
ACTIF À LONG TERME				
	3 048 122 $	2 469 478 $	1 505 075 $	0 $
PASSIF				
Découvert bancaire	2 499 122 $			2 132 $
Emprunt bancaire (capital)				
Emprunt bancaire (intérets)				
Créditeurs et charges a payer	2 005 577 $	419 831 $	36 374 $	
Créditeurs établissements		231 797 $	1 225 278 $	
Subvention reportée				
DETTE À LONG TERME				
	4 504 699 $	651 628 $	1 261 652 $	2 132 $
SOLDE DU FONDS AU DÉBUT	(1 201 942) $	342 061 $	133 027 $	2 836 $
PRODUITS				
Subventions du MSSS - Capital	15 917 702 $	4 862 636 $	1 599 571 $	
Subventions du MSSS - Intérêts				
Intérêts sur l'encaisse		6 704 $	2 952 $	
Autres	16 235 981 $	1 161 318 $		
	32 153 683 $	6 030 658 $	1 602 523 $	0 $
CHARGES				
Intérets sur emprunt				
Attributions établissements		765 909 $	1 189 028 $	
Contributions au fonds d'expl			19 996 $	
Autres	32 408 318 $	3 788 960 $	283 103 $	4 968 $
	32 408 318 $	4 554 869 $	1 492 127 $	4 968 $
SOLDE DU FONDS A LA FIN	(1 456 577) $	1 817 850 $	243 423 $	(2 132) $
	3 048 122 $	2 469 478 $	1 505 075 $	0 $

RÉGIE RÉGIONALE DES LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA MONTÉRÉGIE
SOMMAIRE DES AUTRES FONDS GÉRÉS
Exercice terminé le 31 mars 2002

	FORMATION DU RÉSEAU	MÉDECINS RÉGIONS ÉLOIGNÉES	DÉFICIENCE INTELLECTUELLE	SANTÉ MENTALE
ACTIF				
Encaisse	773 702 $	22 059 $	1 589 088 $	59 984 $
Débiteurs MSSS			2 447 023 $	
Débiteurs établissements	17 305 $			
Autres	10 737 $			2 $
ACTIF À LONG TERME				
	801 744 $	22 059 $	4 036 111 $	59 986 $
PASSIF				
Découvert bancaire				
Emprunt bancaire (capital)				
Emprunt bancaire (intérets)				
Créditeurs et charges a payer	240 505 $		8 854 $	9 459 $
Créditeurs établissements			2 392 023 $	
Subvention reportée				
DETTE À LONG TERME				
	240 505 $	0 $	2 400 877 $	9 459 $
SOLDE DU FONDS AU DÉBUT	538 089 $	10 622 $	115 188 $	174 $
PRODUITS				
Subventions du MSSS - Capital	549 879 $	15 000 $	3 073 849 $	
Subventions du MSSS - Intérêts				
Intérêts sur l'encaisse	10 914 $		3 628 $	
Autres	249 746 $		958 444 $	116 516 $
	810 539 $	15 000 $	4 035 921 $	116 516 $
CHARGES				
Intérets sur emprunt				
Attributions établissements			2 081 763 $	
Contributions au fonds d'expl				
Autres	787 389 $	3 563 $	434 112 $	66 163 $
	787 389 $	3 563 $	2 515 875 $	66 163 $
SOLDE DU FONDS A LA FIN	561 239 $	22 059 $	1 635 234 $	50 527 $
	801 744 $	22 059 $	4 036 111 $	59 986 $

RÉGIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA MONTÉRÉGIE
SOMMAIRE DES AUTRES FONDS GÉRÉS
EXERCICE TERMINÉE LE 31 MARS 2002

	SIDA	C.E.A. ST-JEAN	FOURNITURES SPÉCIALISÉES P.HANDICAPÉES	SERVICE EN CLSC
ACTIF				
Encaisse	28 844 $	15 000 $	652 735 $	60 825 $
Débiteurs MSSS			477 491 $	
Débiteurs établissements	8 940 $		755 818 $	
Autres	910 $			
ACTIF À LONG TERME				
	38 694 $	15 000 $	1 886 044 $	60 825 $
PASSIF				
Découvert bancaire				
Emprunt bancaire (capital)			755 819 $	
Emprunt bancaire (intérets)			136 $	
Créditeurs et charges a payer	17 345 $		2 105 $	4 700 $
Créditeurs établissements	14 640 $	15 000 $	328 058 $	
Subvention reportée				
DETTE À LONG TERME				
	31 985 $	15 000 $	1 086 118 $	4 700 $
SOLDE DU FONDS AU DÉBUT	5 253 $	0 $	839 395 $	0 $
PRODUITS				
Subventions du MSSS - Capital	308 513 $		1 770 947 $	75 000 $
Subventions du MSSS - Intérêts			10 065 $	
intérêts sur l'encaisse			11 697 $	
Autres	104 575 $	35 000 $		
	413 088 $	35 000 $	1 792 709 $	75 000 $
CHARGES				
Intérets sur emprunt			10 065 $	
Attributions établissements	16 992 $	35 000 $	1 781 934 $	
Contributions au fonds d'expl				
Autres	394 640 $		40 179 $	18 875 $
	411 632 $	35 000 $	1 832 178 $	18 875 $
SOLDE DU FONDS A LA FIN	6 709 $	0 $	799 926 $	56 125 $
	38 694 $	15 000 $	1 886 044 $	60 825 $

RÉRIE RÉGIONALE DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA MONTÉRÉGIE
SOMMAIRE DES AUTRES FONDS GÉRÉS
Exercice terminée le 31 mars 2002

	APPLICATION LOI CURATELLE	DÉSENGORGE-MENT URGENCES	OPÉRATION VERGLAS	ORGANISMES COMMUNAU-TAIRES
ACTIF				
Encaisse	61 205 $	25 646 $	496 $	9 495 $
Débiteurs MSSS				
Débiteurs établissements				
Autres		277 $		107 747 $
ACTIF À LONG TERME				
	61 205 $	25 923 $	496 $	117 242 $
PASSIF				
Découvert bancaire				
Emprunt bancaire (capital)				
Emprunt bancaire (intérets)				
Créditeurs et charges a payer		18 239 $		
Créditeurs établissements	61 205 $			
Subvention reportée				
DETTE À LONG TERME				
	61 205 $	18 239 $	0 $	0 $
SOLDE DU FONDS AU DÉBUT	67 227 $	0 $	496 $	77 995 $
PRODUITS				
Subventions du MSSS - Capital	54 341 $	210 000 $		770 137 $
Subventions du MSSS - Intérêts				
Intérêts sur l'encaisse				
Autres				77 400 $
	54 341 $	210 000 $	0 $	847 537 $
CHARGES				
Intérets sur emprunt				
Attributions établissements	121 568 $			70 500 $
Contributions au fonds d'expl				
Autres		202 316 $		737 790 $
	121 568 $	202 316 $	0 $	808 290 $
SOLDE DU FONDS A LA FIN	0 $	7 684 $	496 $	117 242 $
	61 205 $	25 923 $	496 $	117 242 $

RÉGIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAX DE LA MONTÉRÉGIE
SOMMAIRE DES AUTRES FONDS GÉRÉS
Exercice terminée le 31 mars 2002

	PRIORITÉS RÉGIONALES	MISE A JOUR PROFESSION INFIRMIÈRE	SYSTÈMES INFORMATION CLIENTÈLE	RATIONALISA-TION DES SERVICES
ACTIF				
Encaisse	347 004 $	3 985 $	46 682 $	440 875 $
Débiteurs MSSS	300 000 $			10 000 $
Débiteurs établissements				
Autres	5 386 $		70 $	
ACTIF À LONG TERME				
	652 390 $	3 985 $	46 752 $	450 875 $
PASSIF				
Découvert bancaire				
Emprunt bancaire (capital)				
Emprunt bancaire (intérets)				
Créditeurs et charges a payer	61 969 $	13 $	28 $	
Créditeurs établissements				
Subvention reportée				
DETTE À LONG TERME				
	61 969 $	13 $	28 $	0 $
SOLDE DU FONDS AU DÉBUT	182 094 $	36 512 $	34 735 $	0 $
PRODUITS				
Subventions du MSSS - Capital	1 626 345 $		25 000 $	10 000 $
Subventions du MSSS - Intérêts				
Intérêts sur l'encaisse	7 325 $			
Autres	924 961 $			440 875 $
	2 558 631 $	0 $	25 000 $	450 875 $
CHARGES				
Intérets sur emprunt				
Attributions établissements				
Contributions au fonds d'expl				
Autres	2 150 304 $	32 540 $	13 011 $	
	2 150 304 $	32 540 $	13 011 $	0 $
SOLDE DU FONDS A LA FIN	590 421 $	3 972 $	46 724 $	450 875 $
	652 390 $	3 985 $	46 752 $	450 875 $

GIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAX DE LA MONTÉRÉGI
SOMMAIRE DES AUTRES FONDS GÉRÉS
Exercice terminée le 31 mars 2002

	EMPLOI QUÉBEC	CONSOLIDATION SERVICE/RESTRUC-TURATION FINANC.
ACTIF		
Encaisse	$	825 142 $
Débiteurs MSSS		
Débiteurs établissements		
Autres		
ACTIF À LONG TERME		
	0 $	825 142 $
PASSIF		
Découvert bancaire		
Emprunt bancaire (capital)		
Emprunt bancaire (intérets)		
Créditeurs et charges a payer		
Créditeurs établissements		
Subvention reportée		
DETTE À LONG TERME		
	0 $	0 $
SOLDE DU FONDS AU DÉBUT	0 $	7 150 474 $
PRODUITS		
Subventions du MSSS - Capital		
Subventions du MSSS - Intérêts		
Intérêts sur l'encaisse	$	115 280 $
Autres	140 230 $	2 295 350 $
	140 230 $	2 410 630 $
CHARGES		
Intérets sur emprunt		
Attributions établissements	140 230 $	8 055 139 $
Contributions au fonds d'expl		
Autres	$	680 823 $
	140 230 $	8 735 962 $
SOLDE DU FONDS A LA FIN	0 $	825 142 $
	0 $	825 142 $